

ROCARD REpond A GISCARD

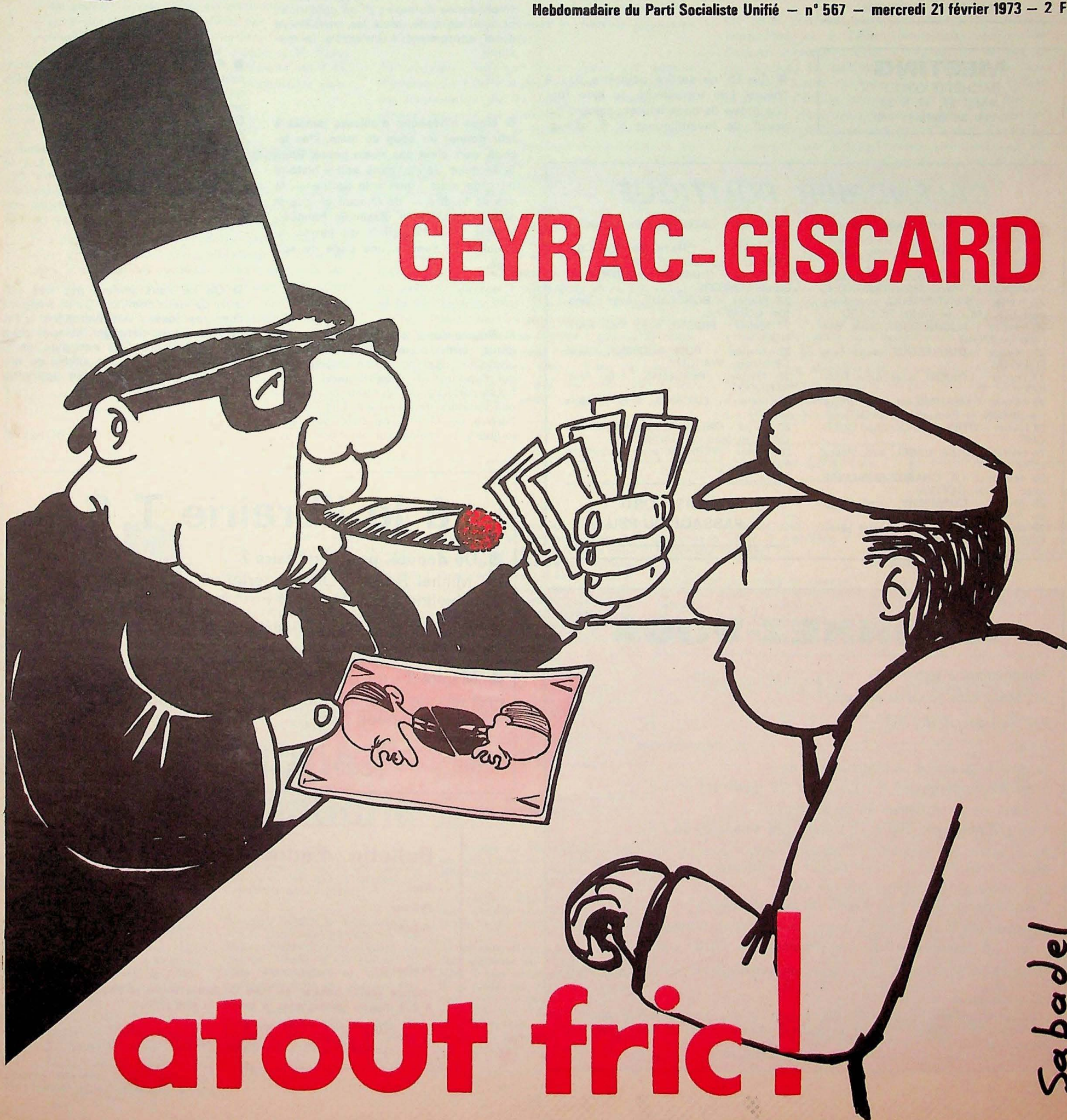
PSU

Tribune

socialiste

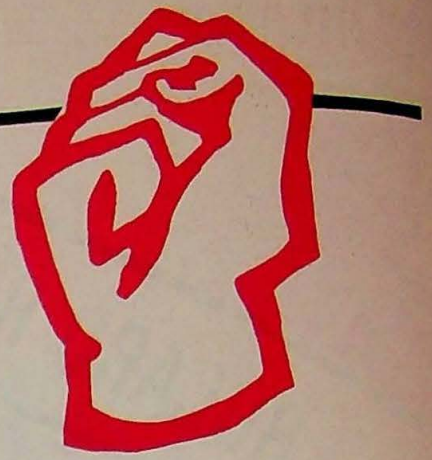
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - n° 567 - mercredi 21 février 1973 - 2 F

CEYRAC-GISCARD



atout fric !

Sabadel



7 JOURS DANS T.S.

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : BAROU-
BRICE - Michel CAMOUIIS - Robert
CHAPUIS - Françoise CLAIRE - Jac-
ques GALAUP - Georges LE GUELTE -
Gabrielle MALLETT - Juliette MATHO -
Thierry MORUS - Yves PELISSIER - Mi-
chel ROCARD - SABADEL - Adèle SY-
VAYEH - Anne VATTIER.

Dessins : F. SCHRIER, GEBE (11) -
FOURNIER (14) - CRUMB (15).

Photos : Huper-Lebrun (6, 7), APL (9),
Lamour-Lamberti (12), DR (14, 15).

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 25.000 exemplaires

■ Profitons-en pendant qu'il est pas
là... Le chef (rédacteur en) parcourt
et bat la campagne du côté de Pro-
vins. Autogestionnaire qu'il veut être,
nous le supposons en train de coller
lui-même ses affiches — par Cabu
dessinées — sur l'autogestion. Peyre-
fite pourra pas en dire autant. Rien
que pour ça il devrait être battu. Lan-
glois au palais Bourbon, ça ferait une
belle voix — de gauche — dans la
chorale de l'hémicycle. Vous vous sou-
venez, à la télé ? quel ténor, ce mec.
Bien sûr, ça nous priverait de son
coup de plume dans TS. Vous vous
en étiez pas aperçu ? C'est sans
doute un effet de l'autogestion du
journal. Et puis merde : à bas les
chefs !

■ Ce TS ne sortira peut-être pas à
l'heure. Les travailleurs du livre font
une grève de deux heures, aujourd'hui
mardi. Ils revendiquent 5 % d'aug-

mentation et l'heure d'information
syndicale. Chez Moriamé y compris.
Belle illustration de ce numéro qui fait
encore une large place aux luttes ou-
vrières — notamment celles des fem-
mes du textile contre le salaire au
rendement (p. 8 et 9) — et aux ronds-
de-jambes de l'UDR et de son pa-
tronat pour contenir les mouvements
revendicatifs dans le champ électoral.
En déléguant Giscard pour lancer son
dernier atout — belote et rebelote,
selon le dessinateur Sabadel — la
majorité en péril fait donner les gran-
des orgues sur l'air plutôt usé de
« La croissance, c'est nous ». Mais,
comme dit Michel Rocard en répon-
dant à nos questions (p. 6 et 7), les
cadences, la dureté du travail, c'est
qui ? Le joueur d'accordéon connaît
son instrument à deux mouvements :
1° on donne du mou ; 2° on comprime.
Et ainsi de suite. Mais les travailleurs
aussi apprennent à connaître la mu-
sique.

sier. Et l'auto-censure, plus féline que
les ciseaux de dame Anastasie, n'en
n'est pas moins efficace (p. 10 et 11).

■ La presse, comme aurait dit le
grand barbu rhénan, c'est le nouvel
opium du peuple. Un de plus sur la
panoplie de l'intox' derrière laquelle on
retrouve ceux-là mêmes qui prétend-
ent tirer les ficelles. Pas un hasard.
Mais la logique d'un système de do-
mination exploitant toutes les ressur-
ces de l'aliénation. « Les grandes ma-
nœuvres de l'opium » dont parle Yves
Pélissier (p. 12) s'inscrivent à leur pla-
ce dans cet immense espace où les
pavots ne sont pas seulement de belles
fleurs.

■ Fournier, voilà un type qui s'y con-
naissait en belles fleurs. Ecologiste
qu'il était. C'est-à-dire jardinier de la
vraie vie. Celle qui est si absente.
Celle qui n'est pourtant jamais aussi
moche que lorsqu'elle s'arrête. Fau-
ché à 39 ans, lui qui se refusait à
couper la moindre pâquerette. Lui, le
pacifiste parti en guerre contre l'in-
vasion de la merde et ses hordes nu-
cléaires. Lui, qui ne connaîtra pas non
plus l'An 01. Salut, Fournier ! (p. 14).

■ On ne vous parlera pas des vo-
leurs de vieux dominos. Qu'ils frappent
dans les fosses nauséabondes, c'est
pas pour nous déranger. Ils sont chez
eux. Et ailleurs l'air est plus libre.
Vaut encore mieux les savoir en né-
crophiles pétainistes qu'en apprentis
sorciers du pouvoir.

G. BOREL ■

MEETING

« HACHETTE-O.R.T.F. »
mardi 27, 19 h 30
44, rue de Rennes - 6^e

CALENDRIER POLITIQUE

22 février - BRON, avec Christian
GUERCHE.
22 février - CAHORS, avec Robert
CHAPUIS.
22 février - LOUVIERS, avec Christophe
WARGNY et Pierre BOURGUIGNON.
22 février - SAINT-BRIEUC, avec Fran-
çois SOULAGE et Michel ROCARD.
23 février - AUDINCOURT, avec Ber-
nard JAUMONT.
23 février - DUNKERQUE, avec Tony
DREYFUS.
23 février - LORIENT, avec Alain RAN-
NOU.
23 février - MONTEREAU, avec Philip-
pe SIMON et Bernard LANGLOIS.
23 février - VITRY, avec Christian GUER-
CHE.
24 février - TULLE, USSEL, avec Pascal
DORIVAL.
26 février - LA CHARITE-SUR-LOIRE,
avec Pascal DORIVAL.
26 février - CHAMBERY, avec Philip-
pe SIMON.
26 février - JARNY, avec Daniel LENE-
GRE.

27 février - CAEN, avec Pascal DORI-
VAL.
27 février - CHATILLON-SOUS-BA-
GNEUX, avec Jean LE GARREC.
27 février - CHAUNY-TERGNIER, avec
Daniel LENEGRE.
27 février - BORDEAUX, avec Chris-
tian GUERCHE.
27 février - FIGEAC, avec Alain RAN-
NOU.
27 février - PONT-AUDEMER, avec
Christophe WARGNY.
28 février - BERGERAC, avec Alain
RANNOU.
28 février - CACHAN, avec Philippe
SIMON.
28 février - ORLEANS, avec Michel RO-
CARD et Jean LE GARREC.
28 février - VERNON, avec Christophe
WARGNY.

2 MARS - ORTF
PASSAGE DU PSU

■ Nous n'hésitons d'ailleurs jamais à
leur donner un coup de main. Des le-
çons, non, c'est pas notre genre. Page
5, Jacques Gallus, dans son « histoire
de gros sous » met à la portée — le
cas de le dire — de chacun ce que la
classe possédante dissimule habituel-
lement sous l'étouffoir du jargon fi-
nancier. En somme, une page de sol-
fège.

■ Pour diffuser son brouillard idéolo-
gique, cette même classe a su se
brancher, plus ou moins directement,
sur l'appareil d'« information ». Les
hauts-parleurs de la radio ne parlent
pas toujours de bien haut. Les écrans-
miroirs de la télé ne déforment pas
toujours la réalité sur le mode gros-

à la librairie T.S.

● Un député, pour quoi faire ?

De Michel Rocard. Une expérience : la 4^e circonscription
des Yvelines. (Ed. Syros, 4 F ; à partir de 5 ex. : 3 F.)

● Questions à l'Etat socialiste.

De Michel Rocard. (Stock : 25 F.)

● Manifeste du parti socialiste unifié.

Préface de Michel Rocard. (Téma-Editions : 10 F ; com-
mandes groupées : 8 F.)

« TS », 9, rue Borromée, 75015 Paris
CCP « TS » 58.26.65 Paris.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « Des
Militants du PSU », présenté par M. Rocard.

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 90 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abon-
nés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires
du journal.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMEE, PARIS-15^e

Quelques messieurs peu tranquilles

UNE chose est sûre : la majorité actuelle est battue. Il suffit de l'entendre pour le croire. Quand on ne sait parler que du passé, quand on s'inquiète seulement de l'avenir que d'autres vous réservent (voir les affiches du SAC et CDR), quand on ne cesse d'évoquer ce qui se passera si la gauche triomphe, c'est que l'échec est déjà acquis. Secouée par les scandales, désorientée par les conflits de tendances, abandonnée par le président, l'UDR n'espère plus qu'en l'URP qui, elle-même, ne peut se réaliser qu'avec l'accord de Lecanu. L'ouverture au centre, qui doit assurer le triomphe du plan Pompidou, signifiera la ruine du gaullisme. Pompidou risque de saper ainsi ses propres bases, mais l'écroulement peut être retardé : après le Roi-Soleil - de Gaulle (« après moi le chaos »), Pompidou-Louis XV (« après moi, le déluge »)...

L'avenir étant ainsi tracé, le seul problème est d'empêcher une victoire de la gauche, qui viendrait bruyamment la partie. Dans ce cas, on avisera avec la droite de cette gauche, mais si la question ne se pose pas, c'est encore préférable.

D'où l'escalade juridique et constitutionnelle : si la gauche gagne, elle ne gouvernera pas, il y aura une autre consultation, par exemple — pourquoi pas ? — un référendum sur les institutions qui reconcilierait M. Poher et M. Pompidou, avec une dissolution ultérieure de l'Assemblée. Sans compter d'autres magouilles imaginables...

Plus d'idée à vendre

Le malheur veut qu'en serrant les rangs, la droite découvre sa faiblesse, en quantité comme en qualité. Une classe politique livrée aux intérêts capitalistes a besoin d'une grande idée ou d'un grand homme pour maintenir sa domination, sinon elle se retrouve dans toute son impudente et dangereuse nudité. Pompidou n'est pas un grand homme et il n'y a plus d'idée à vendre... Tant et si bien que l'escalade institutionnelle risque fort de provoquer une autre escalade, à la fois politique et sociale, celle de la mobilisation populaire. Car les travailleurs n'entendent plus s'en laisser conter ; ils s'aperçoivent peu à peu qu'ils ont la connaissance directe des problèmes, qu'ils ont la compétence

pour en résoudre un bon nombre, que leurs aspirations peuvent donner un autre sens à la croissance économique, qu'ils peuvent changer l'orientation de la production et de toute la vie sociale, mais qu'ils n'en ont pas le pouvoir : il leur a été subtilisé par ceux qui ne vivent que par et pour l'argent.

C'est pourquoi ceux qui luttent pour le socialisme ne peuvent se contenter d'assurer, le 11 mars, la victoire de la gauche ; ce n'est pas au Parlement que peuvent se livrer les combats déterminants. Il faut préparer — y compris par l'élection de députés capables de faire entendre la voix des travailleurs — la marche vers une société socialiste où les travailleurs décideront eux-mêmes de ce qui les concerne, la marche vers l'autogestion socialiste.

Qu'on le veuille ou non et malgré les apparences, il y a un certain âge du socialisme qui est en train de mourir en France. Le combat ne sera bientôt plus entre un cartel de droite et un cartel de gauche. Il y a, d'un côté, la société conservatrice et libérale de MM. Giscard et Ceyrac, et de l'autre le projet socialiste qui s'exprime dans le langage encore abstrait de l'autogestion, mais s'incarne dans les luttes concrètes pour le contrôle ouvrier et le contrôle populaire de toute la vie sociale.

Ne croyons pas que cette lutte est gagnée d'avance. Le CNPF a déjà commencé à préparer les lendemains du 11 mars : le travail à la chaîne est mis en question, le statut de l'OS soumis à l'examen, la condition féminine quelque peu déplorée... Face aux revendications les plus dures, le capital se reconvertisse vers la lamentation, en abandonnant l'ex-majorité à son autosatisfaction. Giscard, lui, a pris date : si on l'avait laissé gouverner, on n'en serait pas là ; avec l'aide des « hommes de bonne volonté », même socialistes, il est prêt à aller plus loin, à nous aider à « vivre mieux ». Changeons de cap, oui, mais avec le même bateau au prix de quelques mutations dans l'équipage et la hiérarchie. Ainsi pourrait-on « changer la vie »... Toute une récupération déjà s'esquisse et les mots tombent en loques : quand la révolution s'arrête, le langage subsiste, on en vient à signifier le contraire. On l'a bien vu avec les luttes pour la liberté, qui ont remplacé l'idée de contrainte royale pour celle de la « libre » entreprise.

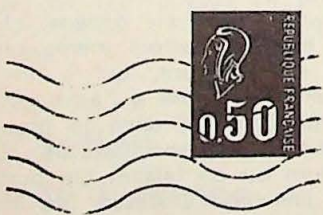
Au fond, on en est toujours là : en criant « développement », les capitalistes et leurs alliés affirment leurs propres intérêts. Faut-il être morose ? Doit-on penser que le socialisme se réduit dans nos pays à fournir au capitalisme des indicateurs de bord — de clignotants, pour lui permettre de redresser sa marche inexorable ?

Ceux qui, depuis des dizaines et des dizaines d'années, se sont habitués à n'être que des « opposants » ou des « gérants » peuvent le penser. Il n'en est pas de même des générations nouvelles qui ont repris le flambeau de l'Unité populaire, dans la confusion encore, mais dans une mobilisation grandissante de couches sociales de plus en plus nombreuses. Cette unité, à condition qu'elle s'exprime directement, de la base au sommet, et ne serve pas de prétexte à des manipulations d'appareil, peut venir à bout des contradictions qui minent plus que jamais le capitalisme et le libéralisme.

Fondamental

De telles contradictions, inhérentes au système capitaliste et à l'Etat bourgeois, renforcent l'espoir socialiste. Mais si cet espoir ne prend pas forme, le patronat, par l'argent ou par la force, saura toujours sauver sa mise. C'est pourquoi l'action politique est aujourd'hui si nécessaire pour transformer la crise sociale en crise politique. Cette action, elle doit s'inscrire au cœur des contradictions économiques et politiques du système. C'est le sens de la campagne électorale du PSU. Ce sera le sens, demain, de nos propositions et de nos campagnes pour renforcer la capacité des travailleurs, à contrôler la production, la ville, la formation, l'information, etc. Quel que soit le résultat des élections, cette action a son sens en elle-même. Si la gauche triomphe, elle pourra passer à un stade supérieur : c'est pourquoi nous ferons tout pour la défaite des candidats de la bourgeoisie. Si elle échoue, nous serons prêts pour une relance de l'unité populaire vers le socialisme sous des formes nouvelles. Non, décidément, la perspective de l'autogestion n'est pas une utopie, elle est appelée à devenir, dans les mois et les années à venir, les raisons fondamentales du combat socialiste.

Robert CHAPUIS.



Le débat sur l'avortement continue... Philippe Warnier, un des animateurs du mouvement chrétien « La Vie Nouvelle » nous précise la position de son association :

... Elle n'en est que plus à l'aise pour affirmer son refus que la décision d'avortement puisse être une décision purement individuelle. En tant que socialistes, nous croyons que la société a son mot à dire dans cette affaire, l'avortement est un problème collectif.

Ce n'est pas parce qu'aujourd'hui la loi, hypocrite et scandaleuse, est l'expression des intérêts de la classe dominante que demain la société socialiste n'aura pas :

— à poser, compte tenu du consensus collectif, les indications concernant la légitimité de l'avortement (pas d'accord avec « l'avortement - méthode - de - contraception - parmi - d'autres ») ;

— à assister la femme — et le couple : pourquoi ignorer cette

réalité affective vécue par de très nombreux militants socialistes ? — dans une prise de décision toujours grave. L'idée de commissions d'aide aux futures mères proposées par plusieurs groupes et expérimentée dans plusieurs pays paraît raisonnable à cet égard. A lire bien des déclarations de militants socialistes, on a tendance à se dire : décidément, l'individualisme petit bourgeois a la vie dure !

l'arme à gauche

Laisser parler le soldat de sa vie quotidienne, tel est le premier objectif que s'est fixé le Groupe Informations sur l'Armée.

Comment le GIA se présente-t-il ? « ...A partir du moment où les droits constitutionnels (liberté de réunion, liberté d'association, liberté d'expression) ne sont pas applicables dans une caserne, n'a-t-on pas le droit de s'interroger sur la légitimité d'une telle interdiction ? N'est-il pas légitime de s'informer sur ce qui se passe dans l'institution militaire ?

— C'est pourquoi un groupe Informations sur l'Armée vient de se former. Il tient avant toute chose à laisser la parole aux soldats. Pour commencer, il faut savoir et faire savoir quelles sont les conditions de vie réelles à l'Armée : questions de la vie matérielle, de l'obéissance, des droits des soldats à l'intérieur et à l'extérieur de la caserne ».

Le GIA a donc élaboré et diffuse actuellement un questionnaire dont voici quelques extraits.

— « As-tu l'impression de perdre ton temps ? Pourquoi ? Si oui est-il possible de faire autrement ?

As-tu par exemple la possibilité d'améliorer ta formation professionnelle ?

— Quelles ont été dans ta famille les conséquences économiques et affectives de ton départ ?

— Pourquoi d'après toi, les soldats n'ont-ils pas le droit de se réunir, ni de s'exprimer vraiment ?

— Accepterais-tu de remplacer des grévistes ou même de participer à une action contre eux ? — Il ne s'agit pas d'une lutte marginale : entre l'école et l'usine, il y a l'Armée, l'Armée qui n'est pas neutre dans sa façon de vous faire « un homme ». Il y a ceux qui apprennent à commander et

la grande masse de ceux qui apprennent à obéir, à s'écraser, à perdre leur identité.

En cas d'affrontements de classes, elle reste l'outil, l'instrument privilégié du pouvoir (manœuvres de 68 autour de Paris, la grève des

éboueurs...). Cette lutte concerne donc n'importe quel citoyen qui travaille à un changement révolutionnaire de cette société.

GIA, adresse provisoire : R. DAUBON - BP 196 - 31004 Toulouse Cédex.

Rectificatif + meetings

● Une erreur s'est glissée dans l'article de Serge MALLET intitulé « Un certain M. Lemmet » du numéro 566. Il était écrit : « La BUP nationalisée ». En réalité la BUP n'est pas nationalisée. Elle appartient à un groupe de familles directement liées à Georges VERNES, directeur de la banque.

● En marge du procès intenté par Achille Peretti à Serge Mallet et « Tribune Socialiste ».

MEETING
SAMEDI 24 FEVRIER 20 H 45
SALLE DES CONFERENCES
STADE DE COURBEVOIE
avec : Serge Mallet, Daniel Pigot, Guy Philipps, candidats du PSU.
Projection du film : « Ville à vendre ».

● LES INSOUIS manifestent le 24 février à Lyon et non le 25 comme annoncé par erreur. Des manif. de soutien ont lieu à Paris, Montpellier, Brive, Grenoble, Marseille, etc.

en battant la campagne

● Saint-Brieuc :

Yves Le Foll, avocat de la décentralisation

DANS la circonscription de Saint-Brieuc (88.000 électeurs inscrits), tous les commentateurs présentent l'élection des 4 et 11 mars comme un duel entre Arthur Charles, président de la chambre d'Agriculture élu en 1968 comme centriste gaullien et notre camarade Yves Le Foll, maire de Saint-Brieuc, député de 1967 à 1968. On laisse aussi entendre généralement que la position de Charles est très menacée. Il a bien failli d'ailleurs perdre son siège de maire de La Harmoye en 1971, et sa cote personnelle est faible. Ce fut au parlement un député particulièrement inutile.

Pourtant, il y a une candidature du parti socialiste et une autre de la Ligue Communiste. Pourtant surtout, le parti communiste qui présente le premier adjoint de Le Foll : Quemper, fait une campagne intense depuis trois mois. Les Briochins ont même vu apparaître non sans quelque étonnement un « badge » avec le portrait du candidat communiste un procédé lié dans leur esprit aux campagnes électorales américaines. Quemper ne recule pas devant la démagogie. Ayant voté le principe d'un déplacement de l'aérodrome de Saint-Brieuc au conseil municipal de cette ville et au conseil général, il dit dans la commune près de laquelle la nouvelle implantation est prévue qu'il n'y a pas besoin d'aérodrome. Il suffit, ajoute-t-il, de faire marcher les trains à 300 km/h. Ce n'est qu'un exemple.

Dans ses réunions, Yves Le Foll est évidemment interrogé sur le pro-

gramme commun. Il répond que la divergence essentielle entre le PSU et les signataires porte sur le caractère centralisateur des institutions, que le programme commun ne fait qu'accroître.

aucune concession

Il n'a aucun mal à trouver dans son expérience de maire des exemples de l'absurdité du centralisme administratif. L'autonomie régionale, dit-il, serait une plaisanterie si les assemblées de la région sont seulement « consultées » sur le plan. Quant à l'industrie les ouvriers du Joint français n'auront pas beaucoup plus voix au chapitre si le conseil d'administration de la CGE nationalisée est composé de Parisiens venant des états-majors syndicaux et de la haute administration. Ces exemples portent manifestement sur les auditoires (de 20 à 50 personnes) que l'on trouve dans chaque petite commune, un soir après l'autre, au rythme de trois par soirée. Les questions montrent que la conscience politique progresse en Bretagne.

Yves Le Foll ne fait aucune concession et on lui reproche parfois de dire trop nettement ce qu'il pense. Mais cette honnêteté intransigeante, qui contraste avec la démagogie effrénée de la plupart de ses concurrents, lui vaut le respect de tous. « Un maire irréprochable », a écrit le journal Ouest France en présentant les candidats. Compliment rare, tout de même !

Et puis, il n'est pas facile de faire passer pour traître à la classe ouvrière le parti qui s'est trouvé à la tête de toutes les batailles sociales de 1972. Voici pour terminer le texte du tract qu'un groupe d'ouvriers du Joint français a eu l'idée de rédiger et qu'il nous a demandé de ronéoter et de distribuer à la porte de l'entreprise :

MARS 1972. La grève du Joint commence...

Les militants du PSU sont tout de suite mobilisés; ils distribuent un tract en ville et participent à l'organisation des premiers Comités de Soutien.

A la tête de la municipalité de Saint-Brieuc, Yves Le Foll prend nettement position, fait voter des secours aux grévistes, appelle la population de toute la région à être solidaire.

Il est clair que la campagne de solidarité n'aurait pas atteint la même ampleur et que les négociations n'auraient pas évolué aussi favorablement sans l'intervention efficace du maire de Saint-Brieuc.

MARS 1973. Elections législatives...

Les travailleurs du Joint n'ont pas oublié; ils font la différence entre ceux qui les ont soutenus à fond dès la première heure et ceux qui les ont soutenus du bout des lèvres.

Ils ont compris que c'était le même combat qui se livrait sur le terrain, dans une grève, ou dans le domaine politique pour une élection.

LES TRAVAILLEURS DU JOINT VOTERONT LE 4 MARS POUR YVES LE FOLL

Jacques GALAUP ■



● Rhône : Debré contre le 2^e classe

Notre camarade Jean-Jacques Dehan, candidat PSU dans la 8^e circonscription du Rhône, actuellement au service militaire à Bourg-Saint-Maurice en Savoie, se voit refuser jusqu'à maintenant une permission exceptionnelle pendant la durée de la campagne électorale.

La candidature a été déclarée recevable et enregistrée par la Préfecture du Rhône malgré les prétentions de Debré, qui dans une circulaire récente, entend refuser aux appelés du contingent le droit de faire acte de candidature. Le PSU n'admettra pas que le pouvoir refuse une permission à un 2^e classe, alors que tant de hauts fonctionnaires, candidats de la majorité, sont détachés depuis plusieurs mois.

Fédération du Rhône du PSU ■

● Paris-XIV^e :

un citoyen au-dessus de tout soupçon

CLAUDIUS-PETIT au pilori. Le procès non pas de l'homme mais de ceux qu'il représente, de ce qu'il défend. Non. Il ne s'agit pas a priori d'un « affreux », capitaliste. Contrairement aux brillantes figures de ce régime, tristement célèbres

par leurs trafics, fraudes et crimes, de toutes sortes, Claudius Petit est « un citoyen au-dessus de tout soupçon ».

Par son appartenance à l'UDR, cet ancien résistant libéral et progressiste, cautionne d'une manière d'autant plus dangereuse qu'elle est ambiguë, la politique de classe du régime.

Tel était le thème du meeting organisé le vendredi 16 février, par Robert Chapuis, candidat PSU dans la 15^e circonscription (14^e arrondissement).

Animaient également le débat : Christian Berger, membre de la 14^e section, Bernard Tireloque, avocat et Jean Sanquer, candidat PSU à Firminy d'où Claudius-Petit s'est fait éjecter aux dernières élections municipales pour atterrir dans le 14^e arrondissement, investi de la confiance de la majorité.

Une absence remarquée : celle de « l'accusé » qui avait été convié à venir se défendre. C'est l'un de ses fidèles amis qui s'en est chargé. Plus fougueux que persuasif, il s'efforcera de démontrer que ce « cher Claudius » était un incompris...

Premier chef d'accusation : le bilan des activités de l'ex-maire de Firminy. Jean Sanquer était un témoin tout désigné. Chiffres et preuves à l'appui, il s'est principalement attaqué à la politique d'urbanisation de Claudius-Petit. Une politique de classe favorisant la spéculation immobilière, timide et contradictoire dans sa volonté de libéralisme. Il avait promis monts et merveilles ou plutôt HLM et équipements sociaux dont on n'a vu réaliser qu'une infime partie à la clôture de son mandat.

Lassé de voir construire des logements dits populaires que la population habite à contre-cœur, d'attendre en vain la réalisation de projets constamment repoussés aux calendes grecques, Firminy a vidé Claudius-Petit pour le remplacer par un communiste.

— Non, c'est faux, s'écrie le fidèle ami témoin de la défense. Claudius a été viré parce qu'il était un homme de gauche, un homme de courage. Sa politique effrayait les conservateurs. Ils ont élu un communiste qui se gardera bien de s'attaquer à leurs intérêts.

Curieux, un homme de gauche qui prétend défendre les intérêts des travailleurs en briguant un siège de député de la ma-

rité... Etonnant, un homme de courage qui, faute d'obtenir la confiance des siens, compte sur la distance séparant Firminy de Paris pour tenter à nouveau sa chance. Ainsi peut-on se déplacer de circonscription en circonscription (quelques-uns vont même jusqu'à La Réunion) sans jamais avoir à rendre des comptes aux électeurs. C'est la réponse de Robert Chapuis qui complète par ailleurs le dossier présenté par Jean Sanquer en citant diverses déclarations de Claudius Petit où l'écart entre ses intentions et ses réalisations laisse rêveur.

“anti-casseur”

Mais ce n'est pas tout. Rappelez-vous la « loi anti-casseur ». C'est Claudius-Petit qui a su l'honneur insigne d'en être le rapporteur à la Chambre. Du courage, certes, il lui en a fallu pour défendre cette loi qualifiée de sclérotique par nombre d'éminents magistrats.

Bernard Tireloque, avocat, prend à son tour la parole pour expliquer ce qu'est la loi anti-casseur : une atteinte camouflée aux libertés, de rassemblement, aux libertés d'opinion, à la liberté individuelle en définitive. Et c'est un « progressiste » qui s'en est fait le champion !

— Mais, réplique « l'ami » — Claudius avait parfaitement conscience que c'était une loi « difficile ». Personne ne se pressait au portillon pour la présenter à la Chambre, il a fallu Claudius et son courage...

— « Décidément, il est « maso » — s'écrie quelqu'un dans la salle. Et le débat est ouvert. Un débat animé où détracteurs et défenseurs de Claudius-Petit discutent avec passion.

Certains témoignages supplémentaires ont été apportés sur la gérance de Claudius Petit, à la mairie de Firminy. Une intervention remarquée celle, d'un directeur de la Sonatrach dont Claudius-Petit est le PDG. A l'instar de son patron, il est sincèrement convaincu que ses logements font le bonheur des travailleurs immigrés. Dommage, ces derniers n'étaient pas représentés. Mais leurs revendications sont connues de tous, particulièrement d'un militant PSU qui conteste les chiffres avancés par le directeur. Puis la discussion débouche sur un terrain

plus large : le procès de la majorité, la critique du Programme Commun. Robert Chapuis clôture le débat en exposant la position du PSU : Pour réaliser le socialisme sans trahir la liberté. Pour que les travailleurs prennent réellement le pouvoir sans être aliénés par la machine bureaucratique, il faut lutter pour instaurer l'autogestion.

Gabrielle MALLET ■

● Nièvre : les problèmes agricoles

UN petit village de 80 habitants : une douzaine de personnes sont présentes, retraités, éleveurs, petits exploitants agricoles qui n'ont que 14 hectares de culture pour vivre, un exploitant en métayage sous fermage — une situation à la limite de la légalité où l'agriculteur subit la double ponction du fermier et du propriétaire... C'est dans la 2^e circonscription de la Nièvre où notre camarade Robert PICQ, conseiller général et adjoint au maire de la Charité-sur-Loire affronte l'ultra-réactionnaire Bouchacourt.

Il parcourt ainsi depuis le 15 janvier les 101 communes des neuf cantons de la circonscription, discutant avec les élus locaux et les habitants. Un peu partout ce sont les mêmes questions qui reviennent : tactique immédiate — que ferez-vous au second tour ? —, position par rapport au programme commun, problèmes de l'agriculture. François Miterrand, président du Conseil général de la Nièvre, a cru devoir faire remarquer qu'une candidature du P.S.U. gênait considérablement le candidat socialiste : mais quand on sait que celui-ci est le Docteur Huygues des Etages, actionnaire d'une clinique privée, on s'aperçoit que l'image que donne le P.S. « rénové » n'a pas reçu partout les mêmes couches de vernis...

En tout cas, il s'agit d'une campagne qui permet de poser des jalons : avec l'aide des sections de Cosne, Nevers et La Charité, la candidature de Robert Picq permet d'espérer un renforcement ■ de l'audience du Parti dans la région.

● Pontoise : de nouveaux militants

CELA se passe en général chez un militant, parfois même chez un sympathisant, qui a invité tous ceux qu'il côtoie à l'association de parents d'élèves, dans le groupe de quartier, à l'association de consommateurs ou en faisant les portes de son immeuble... Autour du candidat, Georges Le Guelte et de sa suppléante Annie Berger, une vingtaine d'habitants du quartier sont rassemblés pour discuter des propositions du PSU et des problèmes locaux. Les questions fusent : pourquoi n'avez-vous pas signé le programme commun ? La prise du pouvoir, vous voyez ça comment ? L'autogestion, cela représente quoi exactement ? Et puis les problèmes locaux qui préoccupent : la municipalisation des sols — la ville nouvelle de Cergy-Pontoise est à deux pas —, le cadre de vie — Sarcelles n'est pas loin non plus... —, l'école...

Ces réunions se multiplient au cours de la campagne : c'est l'occasion de discuter, plus au fond qu'au cours d'un meeting, des propositions du Manifeste, d'aborder les problèmes concrets avec les sympathisants ; souvent d'ailleurs, ils se proposent d'aider à vendre « TS », à coller des affiches, certains parfois même adhèrent. Comme quoi on ne fait pas seulement une campagne parce qu'on a des militants, mais surtout pour en avoir de nouveaux !

Georges LE GUELTE ■

histoire de gros sous

Y comprendre quelque chose. Tel est le but modeste que le lecteur moyen se fixe devant les problèmes monétaires internationaux. Il est vrai que ceux-ci sont fort complexes et que même ceux qui sont chargés de leur trouver des solutions n'y voient pas toujours bien clair.

Jacques Gallus tente ci-dessous une explication de la crise actuelle et de son enjeu ; il montre pourquoi la dévaluation du dollar n'est en rien le signe d'un recul de la puissance économique américaine.

Pour saisir les implications politiques de la crise monétaire internationale, un rappel historique est nécessaire.

En 1944, au lendemain de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis étaient le seul pays capitaliste développé à ne pas être ruiné. Au contraire, son économie avait profité de la guerre et se trouvait en position de force pour être le principal fournisseur des pays européens et du Japon. C'est en raison de cette prépondérance économique — et donc politique — américaine que la monnaie de ce pays, le dollar, fut choisi comme moyen de paiement international. Ceci signifie que tous les pays acceptaient de recevoir des dollars à titre de paiement de leurs échanges commerciaux. On s'était entendu sur la valeur de ce dollar par rapport à l'or, laquelle était fixée à 35 dollars l'once d'or.

Du fait de leur puissance économique et de ce privilège accordé à leur monnaie nationale, les Etats-Unis ont pu exporter une grande masse de capitaux, c'est-à-dire investir à l'étranger : ils étaient le seul pays au monde à pouvoir acheter des entreprises étrangères avec leur propre monnaie interne. Tous les autres pays, pour en faire autant, devaient d'abord se procurer de la monnaie du pays où ils veulent investir ou se procurer des dollars. Or, le seul moyen de se les procurer, pour un pays « normal », c'est de vendre plus de produits et de services à l'étranger qu'il n'en achète.

le déficit de la balance américaine

Pendant quelques années, les Etats-Unis ont respecté cette règle élémentaire de l'équilibre monétaire international : compenser un éventuel déficit de la balance des règlements financiers (les exportations de capital étant plus importantes que les investissements étrangers aux Etats-Unis) par un excédent de la balance commerciale (les exportations de marchandises étant supérieures aux importations.)

Mais à partir des années soixante, le système s'est profondément déréglé pour deux raisons. La première est que les Etats-Unis ont profité démesurément de leur privilège monétaire pour investir à l'étranger c'est-à-dire pour contrôler un nombre de plus en plus grand d'entreprises situées à l'étranger ; cette politique porte un nom très simple : l'impérialisme financier. La seconde raison c'est l'engagement des Etats-Unis dans des opérations militaires fort coûteuses, en particulier au Vietnam. Ces deux causes vont avoir la même

conséquence, une prolifération massive de dollars dans le monde entier. Or, pour équilibrer ces sorties de dollars, les Américains n'ont pas réussi à maintenir en excédent leur balance commerciale. En effet, la compétitivité des produits japonais et européens progressant, les Etats-Unis ont éprouvé des difficultés croissantes à vendre leurs marchandises à l'étranger et ont vu au contraire leur propre marché conquis par l'extérieur. Ainsi, et à l'opposé de ce qui s'était passé jusqu'alors, au déficit de la balance des règlements financiers est venu s'ajouter un déficit de la balance commerciale. C'est cet ensemble que l'on appelle le déficit de la balance des paiements américaine.

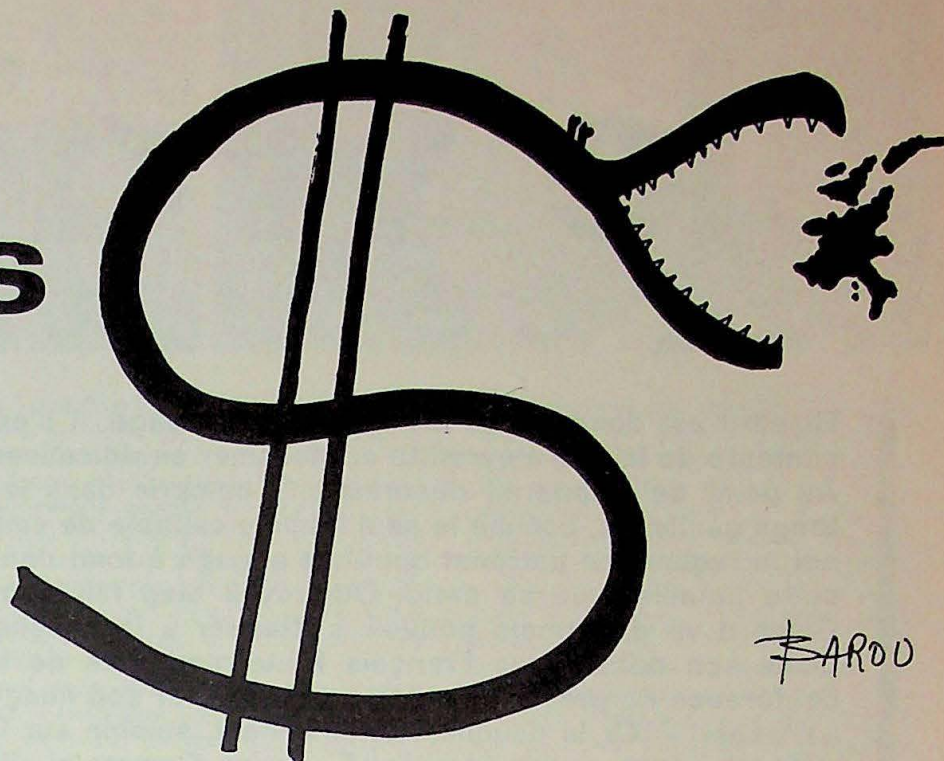
Le monde entier s'est donc trouvé à la fin des années 60 devant un afflux énorme de dollars qui n'était gagé que pour une faible partie sur des réserves d'or. Une défiance s'est donc développée contre le dollar au profit de monnaies jugées plus représentatives de richesses économiques réelles (le mark et le yen japonais notamment). Pendant plusieurs années, les Etats-Unis ont défendu pied à pied la valeur de leur monnaie car de son haut niveau dépendait la possibilité d'investir à l'étranger.

Cette politique de défense de la valeur du dollar a connu un premier virage en 1971 lors de sa première dévaluation ; elle vient d'opérer avec la seconde dévaluation de la semaine dernière un bouleversement complet. C'est celui-ci qu'il importe de saisir.

Avant cette double dévaluation, la politique monétaire américaine était une politique d'impérialisme financier : le maintien d'un dollar fort permettait au capital américain de s'introduire partout dans le monde. De ce fait, les Etats-Unis possèdent aujourd'hui une partie importante de l'appareil économique de nombreux pays (l'Angleterre et l'Allemagne en particulier) ; et cette place financière est si solide que les Etats-Unis n'ont plus besoin désormais d'exporter des dollars pour la consolider : les filiales européennes (ou situées dans d'autres pays) d'entreprises U.S. sont suffisamment puissantes pour pouvoir se développer par leurs propres moyens. Ainsi, l'ère de l'impérialisme financier — entendu comme l'exportation de capitaux américains — est en voie d'être dépassée.

de la finance au commerce

Elle est désormais supplantée par une ère d'impérialisme commercial. Et c'est ce qui explique le changement à 180 degrés de la politique monétaire des Etats-Unis. En effet, la défense acharnée de l'ancienne parité du



dollar était favorable aux investissements US à l'étranger mais très défavorable aux exportations de marchandises. Elle contribuait à renchérir le prix des produits américains et au contraire à faciliter la pénétration des produits étrangers (en particulier japonais et européens) sur le marché des Etats-Unis.

La défense d'un dollar fort n'étant plus nécessaire pour les raisons que l'on vient d'indiquer, il n'a plus aucun obstacle à jouer sur un autre tableau, celui de la compétitivité des produits US sur le marché international. Cette nouvelle politique demandait deux coups de barre.

Le premier vient d'être donné, c'est la dévaluation du dollar. Le fait que celle-ci ait été acquise pratiquement sans discussion de la part des autorités américaines — on pense même que ce sont elles qui en ont pris l'initiative — prouve bien qu'elles ont changé leur fusil d'épaule ; il y a seulement trois ans, une dévaluation du dollar n'aurait jamais été acceptée par les Etats-Unis avec autant de complaisance.

Le second coup de barre sera une attitude très ferme des Etats-Unis dans les négociations commerciales internationales (le « Nixon round ») qui vont bientôt se dérouler.

C'est à cette occasion que l'on verra très clairement que la politique américaine a profondément changé. Quelques réflexions inquiétantes commencent même à circuler : « nous allons être très gourmands » aurait dit un proche collaborateur de M. Nixon, chargé des négociations commerciales.

la nouvelle conquête du terrain

Ceux qui ont crié victoire en voyant le dollar dévalué sont donc des naïfs. La réalité est que l'intérêt de l'Amérique a changé de terrain et que la bataille commerciale qui s'annonce est tout aussi redoutable que la bataille financière qui se calme aujourd'hui après avoir vu les capitaux US gagner un terrain considérable en Europe et ailleurs. Or, le moins que l'on puisse dire, contrairement aux déclarations officielles, est que l'Europe du Marché Commun ne fait pas un bloc bien soudé face aux prétentions américaines. Pour des raisons monétaires d'abord, certaines monnaies flottantes, d'autres connaissant une parité fixe et une troisième dont le franc français ayant institué un double marché qui sépare les transactions commerciales des transactions financières. Pour des raisons commerciales ensuite, certains

pays, comme l'Angleterre ayant un courant d'échanges fort important avec les Etats-Unis, d'autres comme la France, ayant au contraire assez peu de liens.

Les Américains sont donc en mesure de jouer sur de nombreuses divisions à l'intérieur de l'Europe pour imposer à celle-ci un nouveau partage du marché par l'intermédiaire de cette fameuse négociation sur les barrières tarifaires. Ils ont enfin de solides moyens de pression politiques et militaires pour obliger les Européens à considérer avec respect la gouman-dise commerciale d'outre-Atlantique.

Il y a encore quelques années, les marchandages planétaires s'opéraient par la force des armes. A Yalta et lors des autres conférences qui réunirent les « Grands » de la Seconde Guerre, ceux-ci s'étaient partagés le monde. Aujourd'hui, les armes se sont tues et les perspectives d'un conflit militaire mondial sont heureusement éloignées. Si bien qu'à l'intérieur du camp capitaliste, de nouvelles méthodes sont employées pour conquérir le terrain. Elles sont moins meurtrières mais menacent tout autant la souveraineté des peuples.

Dans ce Yalta d'aujourd'hui, l'économie française est à court terme moins menacée que d'autres grâce à la sous-évaluation de sa monnaie depuis la dévaluation de 1969 qui aide considérablement ses exportations. Par ailleurs, la France commerce assez peu avec les Etats-Unis. Mais cela n'empêche pas certains secteurs particuliers, notamment l'aéronautique et le programme Concorde, qui, eux, sont très liés au marché américain, d'être menacés de mort par une fermeture brutale de ce marché aux produits français et européens.

Il ne suffit cependant pas de raisonner du simple point de vue de l'Hexagone. L'économie française est désormais tellement intégrée au Marché commun que les négociations commerciales avec les Etats-Unis se dérouleront bloc contre bloc. Et l'élément principal qui viendra atténuer ce choc n'est pas la multiplicité des intérêts en Europe ; c'est l'existence de firmes multinationales dont l'importance est telle qu'elles pèsent de plus en plus sur les décisions gouvernementales et que la négociation Etats-Unis-Europe-Japon sera en partie une négociation entre ces firmes. Bernard Jaumont, Daniel Lenègre et Michel Rocard précisent dans leur livre « Le Marché Commun contre l'Europe » le rôle que ces firmes multinationales jouent dans ce marchandage planétaire, Soulignons seulement ici que le pouvoir économique et financier échappe de plus en plus aux gouvernements nationaux ; c'est dire qu'il s'éloigne encore plus, si cela est possible, de la volonté des peuples.

Jacques GALLUS ■

le vrai bilan de

Giscard est donc monté en ligne. Sans tapage. Il s'est contenté de laisser Peyrefitte et Messmer se ridiculiser. Au point qu'il apparaît désormais, y compris dans les rangs gaullistes, comme le seul homme capable de sauver le régime. Le patronat qui s'est engagé à fond dans cette bataille joue sa carte. Du travail bien fait quoi. Giscard va désormais pouvoir s'attaquer à la gauche. Dans son débat avec François Mitterrand, lors de la conférence de presse, il a déjà voulu utiliser son image « d'expert ». Or la gauche, curieusement, semble sur la défensive face au ministre des Finances. Comme si elle ne se sentait pas de taille à attaquer sur le terrain économique. C'est pourtant là un des points où la politique de classe de ce régime est apparue avec le plus de netteté. Et c'est ce que Michel Rocard met en évidence dans cette seconde interview à TS (la première portait sur la fuite des capitaux) consacrée à la dénonciation de la politique économique de la V^e République et au début sur les propositions du Programme commun.

● TS — La majorité joue désormais la carte Giscard. Elle axe toute sa campagne sur le thème : « Grâce à nous la France connaît une forte croissance économique ». Que pensez-vous de cette argumentation ?

Michel Rocard — Il est vrai que depuis trois ans la France se classe au premier rang des pays occidentaux. Mais il s'agit de distinguer deux choses : d'abord les responsabilités de cette croissance. Ensuite son contenu et sa répartition.

Sur le premier point il faut savoir que la V^e République ne fait que recueillir un héritage : celui du renouveau démographique depuis 1945, celui de l'outillage croissant et du niveau de qualification atteint par la population active. Sur ces deux points la majorité n'a aucun droit particulier de tirer gloire d'une croissance dont les conditions économiques, financières et techniques, ont été réunies d'avantage par la IV^e République que par la V^e.

Ce qui incombe par contre au pouvoir en place depuis 15 ans ce sont les responsabilités sur le contenu et la répartition de cette croissance.

Et elles sont lourdes :

D'abord nous sommes parmi tous les pays industriels développés celui dans lequel la durée du travail hebdomadaire ou annuelle est la plus forte.

Ensuite le mode de croissance actuel développe ses nuisances plus vite

Deuxième objectif sacrifié à la croissance : Il s'agit de l'inflation qui est dans une croissance aussi mal contrôlée, une espèce de soupape nécessaire. Nous avons 7 % de hausse des prix cette année parce que le modèle de société attise le désir de consommation, il exécute les revendications qu'il polarise lui-même, faute d'autres satisfactions que celles qui passent par la dépense individuelle et dans ces conditions bien sûr, on a une pression marchande, qui se traduit d'ailleurs aussi par des demandes de hausses de salaires dans la mesure où la masse de la demande se porte sur les objets marchands. Le patronat cède facilement à ces demandes de salaire pour ne pas permettre une agitation sociale qui mène à la mise en cause des formes d'organisation du pouvoir dans l'entreprise, des cadences, de l'organisation des tâches, du « qui décide », du comment contrôler la décision.

Dernier aspect de cette croissance : la productivité moyenne horaire en France est légèrement supérieure à celle des pays voisins. L'équipement productif français n'étant pas meilleur que celui de l'équipement productif allemand, belge ou hollandais, la conclusion, c'est que les cadences de travail, la dureté du travail à horaires supposés égaux sont donc plus rudes en France qu'ailleurs, ce qui d'ailleurs explique un certain nombre de grèves

MR. — C'est une opération publicitaire qui n'a même plus vraiment la valeur d'une étude de marché complète qu'elle pourrait avoir. Les hommes de la majorité tentent tous les cinq ans le recensement d'un ensemble des besoins. Ils veulent arbitrer un certain nombre de priorités, mais comme ils sont à mi-course de l'exécution d'un plan, ils réintroduisent, comme un programme nouveau, des choses qui sont mises dedans ou en rajoutent de nouvelles qui n'y sont pas, en disant que cela ne coûterait rien. Tout cela est tout de même assez dégradant du point de vue de la qualité démocratique de notre vie publique nationale et de ses conditions économiques. Enfin, pas d'impôts nouveaux ou de réformes fiscales, pas de réaffectation des ressources et surtout pas d'économies sur les dépenses de prestige ou sur les gaspillages. Rien de tel n'est annoncé, c'est-à-dire que les remodelages de la dépense publique qui seraient les seuls capables d'authentifier ce langage ne sont pas du tout annoncés.

Ce genre de processus est d'ailleurs d'autant plus scandaleux qu'elles surviennent après un refus constant des priorités en termes d'équipements collectifs. Nous avons, par contre, assisté à un formidable gaspillage.

Il y a Concorde, il y a toute la base de stations-service qu'on répand partout alors que la rareté en alimentation d'essence n'est pas tellement forte, il y a toutes ces grandes surfaces commerciales qui dépassent largement les densités nécessaires pour avoir une desserte commerciale correcte. Il y a cette guerre des guichets de banque, souvent un peu partout, avec une absence de contrôle et une frénésie

de V^e République nous portent, en 1972, à ceci : banques ordinaires : 52 %. Banque de France : 13 %. Ce n'est pas tellement de sa faute, d'ailleurs, il y a moins de billets et plus de dépôts dans la base monétaire, mais le Trésor : 12 % seulement. Cela nous amène à une remarque très forte. La puissance publique dans cette matière, maintenant, n'a plus le moyen du moindre contrôle des investissements, d'où un formidable taux de gaspillage.

Par rapport à ce contrôle des investissements, que pouvons-nous dire ? Aujourd'hui, les taux d'autofinancement sont fabuleux puisque, en ce qui concerne les sociétés privées, les taux d'autofinancement hors stock sont à 80 %, et que, curieusement, en prenant l'ensemble des entreprises non agricoles, sociétés privées, sociétés publiques, mais aussi entrepreneurs individuels et non agricoles, le taux d'autofinancement est aussi à 80 %. Plus personne ne contrôle rien. Lutter contre l'évasion fiscale et améliorer les conditions du prélèvement fiscal sur une société, diminuer son autofinancement et rendre le financement plus dépendant d'investissements passant par un contrôle du Plan nous paraît un assainissement, une mise en ordre dans la croissance.

TS. — Le CNPF est, lui aussi, entré dans la bataille, montrant ainsi que le choix des prochaines élections sera bien un choix de classe. Que pensez-vous de cette intervention directe du patronat dans la campagne électorale ?

MR. — Nous voyons très bien à travers la politique de classe du logement, à travers les promesses déma-

la puissance publique n'a plus le moyen du moindre contrôle des investissements

extraordinaire. Il y a une inflation d'équipements de bureaux et de sièges sociaux. Nous sommes dans ce que l'on appelle le productif. Les sièges sociaux d'entreprises c'est de l'investissement productif, c'est tout de même étonnant ! Et puis, il va y avoir les queues de paiement. La Villette, par exemple, cela fait 100 milliards.

TS. — Quelle est la responsabilité de Giscard d'Estaing qui prétend aujourd'hui jouer les « experts » contre la gauche dans cette politique économique ?

MR. — La pente est fantastique et la démonstration parfaitement accablante. M. Giscard d'Estaing a sabordé délibérément tout moyen pour la puissance publique d'assurer un autre choix de destin que celui qui constitue la somme algébrique des décisions de nos grandes banques et ce qu'elles représentent. Si vous voulez voir le poids des banques, regardez quelle est la structure de la collecte des liquidités en dehors du marché financier. Elle n'est pas technocratique, elle est profondément politique. L'enjeu de la lutte de classes, il est là, et ces chiffres sont très révélateurs. Structure de la collecte des liquidités en 1960 : le réseau bancaire ordinaire (en excluant les établissements spécialisés) : 34 %. La Banque de France : 26 %. Le Trésor : 20 %. Douze ans

gogiques et non suivies du VI^e Plan ou du programme de Provis, la société qu'on laisse faire et les mécanismes financiers que, sciemment, le pouvoir met en place. On ne s'étonnera donc pas que M. Ceyrac se soit senti dans l'obligation d'intervenir lui-même en tant que président du CNPF, et pour la première fois depuis la Libération dans le débat politique. Le patronat est, à cet égard, logique, il se découvre et annonce la couleur. C'est une bonne chose. Sa réaction comporte deux aspects : un aspect de défense du système et une présentation apocalyptique du Programme commun. En ce qui concerne la défense du système, M. Ceyrac ne surprend évidemment personne.

En fait, M. Ceyrac n'a rien dit de nouveau. En revanche, ce sur quoi il a voulu faire porter son effort, c'est deux choses. C'est d'abord, sur cet aspect défense du système, de tenter d'esquisser quelque chose pour répondre à ce malaise à vivre, à cette contestation des travailleurs qui est de plus en plus forte. C'est pour cela qu'il parle d'une stratégie de changement pour améliorer les conditions de travail et de vie des salariés, ce qui est gentil, et ce qu'on aurait voulu voir depuis fort longtemps. Ce n'est tout de même pas, je pense, le patronat français qui est l'agent le plus efficace du changement social dans notre

les cadences et la dureté du travail sont plus rudes en France qu'ailleurs

que ses avantages. Elle se fait en sacrifiant un certain nombre d'objectifs.

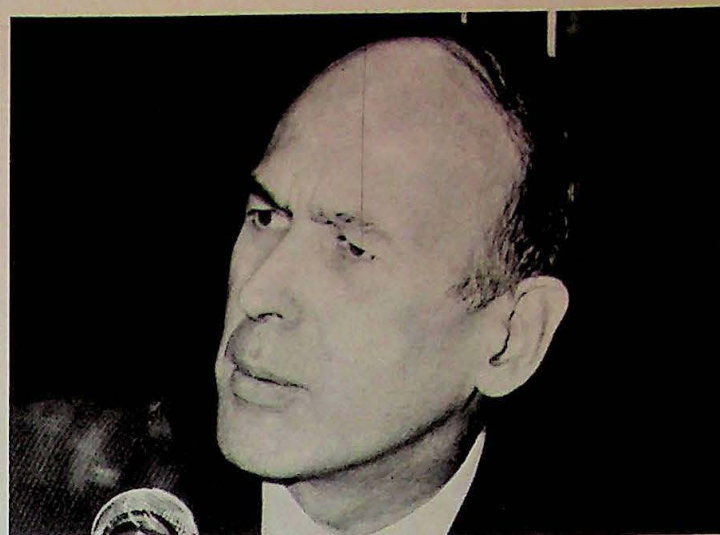
TS — Lesquels

MR — Je prendrai trois exemples : l'emploi, l'inflation, la productivité.

L'emploi d'abord : dans les années 57-58 le taux de chômage était de l'ordre de 0,9 %. Il tourne aujourd'hui autour de 2,3 %.

sauvages. Telles sont les questions que nous posons au sujet des formes de la croissance.

TS. — Après l'échec de la politique contractuelle, on a l'impression que l'UDR, prise de court face au Programme commun, a tenté une opération « promesses électorales » à Provis avec la caution modérée de Giscard. Que signifient, dans ce contexte, le discours de Messmer et son prétendu programme ?



société ! Nous penserions plutôt à la classe ouvrière elle-même et à ses organisations syndicales.

Vient ensuite, alors, dans le discours de M. Ceyrac, la présentation parfaitement apocalyptique du Programme commun et de ce qui peut se passer dans l'hypothèse d'une majorité de gauche. Là, nous avons un seul point d'accord avec M. Ceyrac, c'est que l'aspect essentiel n'est pas sur le chiffre des coûts mais sur la mécanique de décision. Lui veut la préserver telle qu'elle est. C'est bien la mécanique de décision que nous voulons mettre en cause bien avant de nous

d'orientation de la recherche scientifique ? Y a-t-il dans tout cela une somme de choses ponctuelles ou y a-t-il convergence vers un autre projet de société ? C'est ce que nous pensons, c'est cela qui façonne une réalité sociale.

TS. — La droite tente une nouvelle fois le chantage à la faillite. Qu'en penses-tu ?

MR. — Il est vrai qu'il est relativement difficile, même avec une volonté politique extrêmement forte, de vouloir tout réaliser et tout de suite.

TVA par 5 sur les collectivités locales avec là une interrogation d'un problème non résolu.

Autant nous sommes d'accord pour soulager la charge communale, nous l'avons assez dit, c'est même un de nos plus anciens thèmes, autant il n'est pas automatique que cette disposition-là soit la meilleure. Toujours est-il qu'elle est prévue. Création aussi d'un impôt sur le capital. Nous le demandons, nous aussi, depuis sept ou huit ans. Il reste vrai que c'est long à mettre en place, un inventaire des fortunes est difficile. Par conséquent, la moindre des réflexions, c'est que nos camarades du Programme commun n'ont pas cherché à équilibrer de manière comptable et au point de départ les recettes et les dépenses. Mais nous pouvons donc dire ici avec force sur ce point que leur démarche n'est pas contestable. A la seule condition de s'appuyer effectivement sur une pression populaire.

Cependant, des questions se posent, et de plusieurs natures. La première : nous avons regretté de ne pas voir le partage des ressources fiscales entre les ressources collectées nationalement et celles qui sont affectées aux collectivités locales et régionales, c'est un point important sur lequel nous nous sommes beaucoup battus. Il méritait d'être précisé dans le Programme commun, mais enfin nous avons encore du temps devant nous. Il n'y a pas non plus grand-chose sur le contrôle des prix, et la seule indexation des salaires ne peut pas complètement le remplacer, il y faudra des techniques plus fortes, c'est vrai. La timidité fiscale en matière de nature de la réforme fiscale reste à retenir, mais encore une fois, il n'est pas question de tout prévoir dès le premier coup. Ce sont des questions qui se posent pour l'avenir beaucoup plus qu'une critique du Programme lui-même. Et puis alors, il restera la grande question du redressement des mécanismes des circuits financiers. Il reste aussi un problème, c'est celui de la défense internationale monétaire d'une expérience socialiste en France (1).

TS. — Le PSU a souvent affirmé sa critique d'un simple rassemblement

Il y faudra une pression collective, une lutte de classes assez sévère, jusque dans l'entreprise. Une pression sur la grille des salaires et sur la hiérarchie notamment, ce qui est un problème que nous posons, nous, et que nos camarades du Programme commun n'ont pas jugé utile de poser dans le document public mais qui se posera inévitablement puisque c'est une des soupapes de rééquilibrage, en même temps que la réponse à une pression des travailleurs qui s'exerce sur ce point d'une manière extrêmement forte. Et de la même manière, tout à l'heure, en regardant la politique de la Ve République, nous parlions de ces investissements et de leur formidable taux de gâchis. Il n'est pas possible à un pouvoir central d'éviter tout ce gâchis sauf alors à diminuer les taux d'autofinancement. L'hypothèse de la nationalisation du crédit nous donnera des possibilités de contrôle.

TS. — Comment s'articule un projet autogestionnaire avec l'ensemble de ces propositions ?

MR. — Nous avons été, en 1966, les initiateurs de la technique du « contre-Plan », qui consistait à prévoir un chiffre anticipé. Nous avons pu mesurer les contradictions de cette attitude. On ne peut faire de la mosaïque chiffrée. Il faut d'abord définir des axes politiques.

Pour cela, la priorité dans notre démarche, dans notre offensive, à nous, PSU, va à l'autogestion, dont la première étape est le contrôle populaire sur les décisions. Contrôler aujourd'hui pour décider demain, titre de notre Manifeste, évoque à la fois la nature de la démarche, le sens du temps nécessaire pour la mise en place et la priorité à la modification des mécanismes de la décision économique, pour modifier par là le contenu de la croissance et non pas la priorité à des contenus quantitatifs variés, etc. Alors, le détail serait compliqué, cela passe par un rapport entre la planification et l'entreprise autogérée, cela passe par la dissociation du pouvoir et de la propriété, cela passe par une distinction nette des différents niveaux de décision dans l'entreprise et dans la

il y a convergence vers un autre projet de société

occuper de la mosaïque des flux financiers tels qu'ils sont en supposant qu'on pourrait les déplacer sans toucher au mécanisme de décision. A cet égard, la réponse de Georges Marchais dans « l'Humanité » : « De l'argent, il y en a, il faut le prendre là où il est ! » ne nous paraît pas suffisante.

TS. — Tu abordes ici le problème du contenu économique et financier du Programme commun. Peux-tu préciser la position du PSU sur cette question qui est souvent négligée par les militants de gauche et d'extrême-gauche ?

MR. — Pour engager ce pays dans la voie du socialisme, il est à nos yeux nécessaire de proposer au Français une image de la société que l'on veut construire. Il faut décrire quel destin on se prépare, et cela pas seulement sous la forme de la réglementation presque administrative à cinq ans mais sous la forme d'un projet de société global. Il faut ensuite être précis sur les moyens. Pas seulement les moyens en forme de décisions ministérielles, mais aussi en forme de corrélation dans les décisions que prennent tous les groupes sociaux qui se battent. Comment la grève du lait paysanne est-elle compatible avec la défense du sol du Larzac, avec les objectifs de la grève ouvrière d'Evian ou du Joint Français, ou les objectifs que poursuivaient les chercheurs scientifiques, l'an dernier, quand ils ont fait ces grèves sur les problèmes budgétaires et

Pour les 1.000 F, alors là, tout de suite, pas de difficultés majeures. Tout le monde s'est très bien remis de Grenelle, nous ne racontons pas d'histoire ! Le laïus patronal au sujet du Programme commun est de même tonalité que ce qui a salué les accords de Grenelle, l'économie française en repartait pour une très belle phase d'expansion. En revanche, la variable du temps jouera plus fortement sur la baisse de la durée du travail. Elle baisse lentement. Quatre heures d'un coup, c'est beaucoup, et autant nous sommes favorables à cette orientation, autant personne ne peut dire si cela sera fait en un an ou en trois ou en cinq. Cela dépendra aussi de la pression des travailleurs. Pour le moment, nous pensons plutôt que le chiffre est assez proche de ceux des auteurs du Programme commun. Et je ferai un peu le même raisonnement sur la plupart des dispositions du Programme commun qui ont été chiffrées, côté dépenses. Ce que nous voulons dire, car nous y avons réfléchi en équipe, ce n'est pas le côté dépenses qui est le plus important, du moins c'est toute la mécanique économique, et c'est cela qui nous paraît fondamental. Regardons un peu l'équilibre. Nos camarades communistes et socialistes ont été prudents en matière fiscale, un certain nombre de déagements pour les petites tranches de revenus, etc., l'IRPP enlève 4 milliards, mais on en ajoute sur les grosses. On en ajoute 4 milliards, équilibre neutre. On baisse 10 milliards de

il faudra une pression sur la grille des salaires et sur la hiérarchie

« antimonopoliste ». C'est dire qu'il faudra s'attaquer directement à l'actuelle hiérarchie des salaires et procéder à un certain nombre de rééquilibrages économiques. Peux-tu préciser ces points ?

MR. — En effet : une chose est claire pour nous, on ne peut pas équilibrer sur les importations. Par conséquent, le rééquilibrage ne peut se faire ailleurs que sur une diminution des inégalités sociales dans ce pays d'une part et sur un contrôle des investissements de l'autre pour éviter les gâchis. Ils sont pour nous les deux points sur lesquels la mécanique sociale va en fait beaucoup plus loin, et c'est en quoi elle nous intéresse. S'il n'est pas possible de rééquilibrer offres et demandes, pouvoir d'achat et production autrement qu'en reprélevant sur les catégories les plus fortunées de la société française.

société globale, avec structures de responsabilité différentes pour chacun de ces niveaux. Cela ne concerne pas seulement l'entreprise, mais l'organisation de la ville, l'organisation des usagers de transports en commun, des consommateurs. Le poids des consommateurs, s'il était plus fort en France, pèserait aussi dans une lutte contre l'inflation.

Car, dans notre effort pour participer à la création d'une société d'hommes libres et responsables, nous sommes sans doute plus fermes que certains de nos camarades qui sont du même côté de la barrière de classe qui nous oppose au régime et à Pompidou, pour l'ouverture immédiate de la conquête et la redistribution du pouvoir.

(1) Voir T.S. n° 564.



le salaire
au
rendement

ça ne peut plus d disent les ouvrières

« Le 9 novembre dernier, une de nos camarades d'atelier est tombée en crise de nerfs... Par solidarité, nous avons cessé le travail et nous avons décidé, en assemblée générale d'arrêter les cadences et de refuser les contrôles individuels. Chaque jour, nous déchirons nos tickets de rendement individuel ». Cela s'est passé à la S.P.L.I. (Société parisienne de lingerie indémaillable) à Fougères en Ile-et-Vilaine. Les 450 travailleuses ont tenu le coup pendant trois mois. C'est une jeune ouvrière, déléguée C.F.D.T. qui raconte, décrit et rapporte l'analyse collective de la grève au cours d'une conférence de presse organisée à Paris par la fédération Hacuitex (industries de l'Habillement, du cuir et du textile) de la C.F.D.T.

ETAIENT également là des délégués d'entreprises dans lesquelles des conflits mettant en cause les cadences et le salaire au rendement ont eu lieu récemment ou sont en cours : chez Lévi's à La Bassée (Nord), chez Dalle à Werwicz (Nord), chez Phildar à Roubaix, chez Coframaille à Schirmeck (Bas-Rhin).

Directement engagés dans les conflits, tous ces travailleurs rapportent en termes concrets la révolte qui couve et qui éclate de plus en plus souvent. Les cadences sont de plus en plus rapides. Les tâches de plus en plus abrutissantes. Pour toucher la prime de rendement, il faut aller toujours plus vite. L'ouvrière de chez Lévi's évoque cette réflexion d'une de ses camarades de travail, plus ancienne qu'elle, après quinze jours de grève : « C'est la première fois depuis des mois, des années même, que j'arrive à manger, à dormir. » Il lui a fallu quinze jours pour s'arracher un tout petit peu aux conditions de travail et de vie aliénantes.

Ces grèves, et bien d'autres que la presse (écrite ou parlée) refuse de faire connaître (presse dite d'information ou de grande information...) ne sont pas n'importe quelles grèves. L'usine ou l'atelier ne sont pas désertés. Les travailleurs ne retournent pas s'isoler chez eux. On reste sur place, non seulement pour occuper, mais aussi pour s'occuper. On organise la rupture des cadences en réduisant les normes de production, en détruisant les tickets de contrôle, en chronométrant en papier-carton. C'est toute l'unité de production qui prend en main sa lutte.

Grèves difficiles mais qui font formidablement progresser la réflexion des travailleurs sur les conditions de leur travail et de leur existence en général. Elles s'attaquent en effet directement aux fondements même du système capitaliste en s'attaquant au rendement, source principale de bénéfice des propriétaires du capital ou de leurs représentants. En mettant en cause le rendement, elles portent aussi un coup à l'organisation hiérarchique du travail qui lui sert de support.

C'est encore l'ouvrière de chez Lévi's à La Bassée (trois cents travailleurs) qui précise : « Nous, déléguées, on s'est aperçu que ces grèves-là, ça ne se commande pas. Il n'y a que les filles pour arrêter les cadences et fixer les nouvelles normes. Il faut que ce soit collectivement décidé. Car, derrière, il y a toute sorte de « chefs-lions » : surveillants, chronométrateurs,

monitrices, etc. Et quand on fait une grève du rendement, au lieu de passer toutes les deux heures, ils sont là toutes les dix minutes sur notre dos. Chez nous, on a compté six « surveillants » pour un groupe de travail de trente ouvrières. »

A la SPLI, les filles ont dit : « On veut travailler à l'activité naturelle. » La direction a rétorqué : « Qu'est-ce que c'est que ça ? Pour nous, l'activité naturelle c'est de dormir ! » Les médecins de Fougères ont confirmé : « Nous soignons de plus en plus d'ouvrières. Pas seulement des crises de nerfs : toutes les activités de l'organisme sont atteintes. » A la SPLI, pour avoir toujours les mêmes vingt centimes/heure de prime de rendement, il faut fabriquer, non plus 113 slips, mais 140 : 25 % environ d'augmentation des cadences, il faut le faire.

Chez Lévi's, entreprise américaine multinationale (le siège « européen » est à Bruxelles), il a fallu passer de 4.000 à 6.000 ourlets : « Les nouvelles méthodes de fabrication arrivent par-dessus. Forcément, il n'y a pas besoin de traduire ! Ces dessins sont fixés au-dessus de chaque machine, de chaque métier. Le seul avantage, c'est que ces cartons ne vous engueulent pas. Ils sont silencieux, ce n'est pas comme les petits chefs. »

Les deux cents emballeurs du service expédition de Phildar ont fait trois semaines de grève avant que la direction accepte de discuter de la refonte des postes de travail. Pour eux, toute la journée c'est la course. Comme dit le patron (satisfait) à ses visiteurs : « Vous allez assister au départ des 24 Heures du Mans. »

Chez Dalle, les rubaniers ont été en grève du 26 octobre dernier au 18 décembre : soit sept semaines. Ils ont, entre autres, obtenu une réorganisation des postes et une révision de la hiérarchie des salaires qui doit déboucher sur un salaire garanti horaire qui constitue une première remise en cause du salaire lié au rendement.

le patronat manœuvre

C'est d'ailleurs la caractéristique de toutes ces luttes. Aucune ne s'est encore traduite par un acquis réel et défendable ensuite contre les tentatives du patronat. La nouvelle dimension ainsi donnée à la mise en cause du salariat dans ses formes les plus mo-

dernes d'expression est un enjeu d'envergure. Le patronat et l'Etat qui le représente ne peuvent pas céder là-dessus sans se remettre en question eux-mêmes.

Le mois qui vient est très important. Les directions des usines ont des réponses à fournir. Les travailleurs les attendent, prêts, s'il le faut, à repartir dans la grève du rendement et des cadences. La bourgeoisie doit savoir qu'ils peuvent compter sur l'ensemble

Mulliez-Phildar à Roubaix

— Dans les allées, c'est la bousculade. On veut être dans les temps donnés. On est obligé de faire des vacheries au copain, on le bouscule, on pousse son chariot s'il gêne le passage...

— Sans faire de vacheries, on se donne parfois des coups de chariots dans les chevilles, parfois, on s'engueule, on en vient aux mains, cela parce qu'on est pressé par le chrono, c'est lui qui nous pousse.

— Les temps accordés sont trop serrés, on court dans les allées comme des dingues, on s'énerve, on fait des erreurs.

— Ce qui nous empêche de toucher la prime. Pour toucher la première prime on a droit à une erreur par 10 heures de préparation.

Pour toucher l'autre prime qui est plus forte, il ne faut pas dépasser 1 erreur toutes les 15 heures.

On est bousculé par le chrono et on a la hantise de faire une erreur qui fait sauter la prime.

Un préparateur n'arrive plus à faire les temps, au lieu de 6,41 F de l'heure, il gagne 5,77 F. Le contremaître dit que c'est un fainéant !

— Il ne faut pas oublier que la moyenne d'âge des préparateurs est de 21 ans.

A 30 ans, on est obligé d'arrêter, on ne sait plus tenir et aucun reclassement n'est prévu dans l'entreprise.

— J'ai fait ce travail six mois et j'en ai fait une dépression nerveuse.

Témoignage de travailleurs recueilli par la C.F.D.T. ■

des forces révolutionnaires, malgré leur dispersion et leur division, pour faire connaître et populariser leur résistance à une contre-offensive probable dans une période où cette même bourgeoisie cantonne la politique sur le terrain qui lui est le plus favorable : les élections.

un million d

— Textiles : 445,
— Habillement : 327,
— Cuirs et Peaux : 158,
— Blanchisserie : 49,

(Statistiques ASSEDIC 1971)

Salaires :
Minimu
— Textiles Naturels 5,
— Habillement 4,
— Chaussures 4,
— Blanchisseries 4,

En ce sens, l'initiative de la CFDT, Hacuitex, particulièrement enracinée dans les luttes contre le salaire au rendement, embraye tout particulièrement sur le niveau actuel de la lutte des classes, pas seulement dans le secteur qui la concerne.

Les luttes de contrôle ouvrier sur les cadences, le rendement, l'organisation hiérarchique du travail, l'emploi et les licenciements collectifs, les augmentations uniformes de salaires ne sont pas spéciales à la branche « textile » de la production. Elles se développent dans l'ensemble des autres secteurs

Les filles du textile savent comment leurs camarades des compteurs Jaeger, à Caen, ont cassé les cadences pendant un mois et demi en organisant la grève du rendement.

La direction a capitulé. Mais elle tente aujourd'hui de faire remonter le rendement par d'autres méthodes. Elle essaie de faire que les travailleurs deviennent leurs propres exploités.

Au lieu de compter sur ses gardiens ces surveillants actuellement sur la « touche », elle table sur l'effritement de la conscience de classe qui s'est dégagée dans les assemblées générales, le retour en force des contradictions secondaires (OS-OP, hommes femmes, etc.) pour que se développent à nouveau les effets mercantiles de l'idéologie capitaliste du fric, indissolublement liée au mode de production.

La bataille est d'envergure. Le patronat s'en est rendu compte. Il a écrit aux syndicats pour dire qu'il était prêt à « un premier échange de vues » (que ces choses-là sont bien dites) sur la façon d'améliorer les conditions de travail. Il paraît qu'il a approfondi la question. La manœuvre vise deux objectifs qui lui permettent d'être gagnant sur tous les tableaux.

Apparaître comme un « patronat social », soucieux du bien-être de ses ouailles et tenter de désamorcer les conflits en engageant (et en faisant trainer en longueur) une négociation « au sommet » du genre à faire sonner d'aise toutes les trompettes de la presse (toujours la grande) sur la « concertation des partenaires sociaux ». Le tout, dans l'immédiat, pour qu'il tombe un plus grand nombre de bulletins de vote dans l'escarcelle en forme de compte en banque des candidats URP et autres réformateurs.

Manœuvre habile qu'il faut dénoncer sans ménagement, notamment en popularisant au maximum toutes les luttes qui mettent en cause les condi-

urer !

du textile

e mal payés

Proportions Femmes	
231.167	51,9 %
269.762	82,3 %
89.200	56,3 %
35.568	71,9 %
625.697	63,78 %

Mensuels pour 40 H	
Bruts	Nets
870 F	792 F
826 F	752 F
853 F	776 F
807 F (SMIC)	734 F

tions de travail et tout particulièrement le **salaires au rendement**. Manœuvre habile aussi parce que le patronat sait que les travailleurs sont divisés sur les axes de luttes prioritaires.

Ainsi, au niveau des directions des confédérations syndicales, CFDT et CGT ne sont pas sur la même longueur d'onde. La CGT est plus que réservée sur l'ensemble des luttes de « contrôle ouvrier ». Elle appuie à fond le Programme commun et les candidats qui s'en réclament. Or, que trouve-t-on dans le Programme ? Ceci :

« La nouvelle législation comportera des dispositions visant à améliorer les conditions de travail : limitation des cadences et de la charge de travail, aménagement des horaires et des pauses, limitation du temps de présence aux postes de travail les plus durs et les plus dangereux sans diminution de salaire, limitation du travail de nuit dans les cas où il s'impose techniquement. Le gouvernement favorisera la conclusion des conventions collectives et des accords d'entreprise incluant l'extension de ces droits. »

toujours un rêve ?

Rien, par exemple, sur la suppression du salaire au rendement. Pourquoi ?

Ce serait pourtant une mesure qui favoriserait grandement la remise en cause du système capitaliste.

On ne peut, en effet, se contenter d'opposer au patronat le même productivisme, mais orienté vers une autre logique sociale.

Les revendications actuelles sur les conditions de travail conduisent à définir un autre type de croissance fondé sur d'autres rapports sociaux.

C'est là un des points essentiels du débat que le PSU et une grande partie du courant révolutionnaire ont, avec les organisations signataires du Programme commun et avec la CGT, le plus souvent absente de ce type de lutte. Une ouvrière en grève chantait :

« J'ai rêvé d'une usine
Sans rendement, sans cadences,
Sans chronométré,
Sans aboyeur professionnel dans
[le dos... »

Faudra-t-il toujours que ce ne soit qu'un rêve ?

Michel CAMOIS ■



● Coframaille : du lock-out à la grève

MARCELLE, jeune déléguée C.F.D.T. qui « fait ses armes » décrit l'entreprise : « Nous sommes près de 300 travailleurs. 13 % sont des hommes, 85 % des femmes, et 2 % des immigrés des deux sexes. Il y a dix ans il y avait cent-dix personnes de plus. Mais pendant ce même temps, le chiffre d'affaires a doublé ! Ici, on est chez les Willot ». (T.S. N° 566).

Depuis cinq mois, les ouvrières sont soumises à des chronométrages intensifs effectués par les techniciens du cabinet Duroumoff. Le résultat : des cadences supérieures, des rendements toujours plus élevés pour un boni pratiquement identique, des gestes de plus en plus idiots, des crises de larmes et de nerfs chez des ouvrières pourtant habituées à « faire le maxi » pour avoir une paye normale.

Le 8 janvier, est mis à l'essai un système de rendement dit intégral (quel beau nom !) basé sur la remise quotidienne d'un ticket de production. En fin de mois, on fait les comptes. Le salaire est alors garanti si... le rendement se maintient !

Le 5 février, voyant qu'elles vont « se faire avoir », les ouvrières décident de ne plus rendre les tickets de contrôle de production. « On se bat pour notre santé », ont déclaré les ouvrières de la bonneterie. La direction crie au scan-

dale, elle qui n'a rien fait d'autre que d'embrigader un peu plus les travailleurs dans un système robotisé.

« Les ouvrières ont pris conscience de la valeur de ces tickets qui représentent l'effort humain fourni pour le patron », reconnaissent les déléguées C.F.D.T.

Réaction brutale de la direction après de multiples pressions. Elle décide le lundi 12 février, la mise à pied pour trois jours de près de cent ouvrières. « C'est un lock-out », ont protesté celles-ci en faisant constater par un huissier qu'on leur refusait l'entrée de l'usine.

Pour éviter le découragement et la démobilisation, elles sont allées occuper un ancien réfectoire désaffecté de l'usine. Sur l'entrée, elles ont posé une grande banderole : « SOCIETE DES MISES A PIED ». La popularisation de

leur lutte s'est rapidement faite dans les rues de Schirmeck. Il faut dire qu'à Schirmeck (2.000 habitants, dans la vallée de la Bruche) on a pris l'habitude de se bagarrer contre les patrons. Il y a moins d'une semaine, se terminait un conflit chez Jeudy : les licenciements projetés étaient reportés à dix-huit mois. Le Bas-Rhin, le nord de l'Alsace ont développé un large courant de soutien et les comités ont bien fonctionné.

Aussi a-t-on vu des représentants des travailleurs de Jeudy venir apporter immédiatement leur aide aux travailleurs de Coframaille. Le jour-même, les ouvrières lock-outées, faute de pouvoir obtenir la levée de la sanction, ni l'assurance d'un salaire garanti, ont refusé de retourner dans l'entreprise et se sont mises en grève à l'issue d'une assemblée qui a réuni l'ensemble du personnel. ■

des travailleurs (très) spécialisés

Deux sur trois sont des femmes, en quasi-totalité OS. Les travailleurs immigrés (de nombreuses femmes) représentent 16 % du total (environ 160.000).

C'est le secteur où il y a le plus de travailleurs au rendement — 500.000 environ et où les salaires sont les plus bas : 20 % inférieurs à la moyenne. Ce n'est pas une coïncidence.

En France, on compte environ 15 millions de salariés. Trois millions sont au rendement direct. Les autres sont soumis au rendement à travers le jeu subtil des cadences, bien qu'ils aient un salaire fixe mensuel ou horaire.

Dans le textile, l'intensification du travail se réalise par l'accroissement de la vitesse des métiers, l'augmentation du nombre des métiers que conduit l'ouvrier ou l'ouvrière, avec l'augmentation du nombre de broches.

En bonneterie, on transforme les métiers, on met plus de bobines afin que le tissu-maille soit fabriqué toujours plus vite et sans interruption.

Dans l'habillement, sont installées de nouvelles machines qu'il faut faire fonctionner simultanément

avec les deux genoux et les deux mains.

Dans la confection et la chaussure, le travail à la chaîne est le plus important. Même si la vitesse de la chaîne n'augmente pas, les patrons peuvent augmenter la charge de chaque ouvrière en ajoutant des « détails » : couper les fils, arrê-piqûre, contrôle, etc. Pour les ouvriers hors chaîne, on peut augmenter les cadences en ajoutant un coupe-fil ou un guide, car ils « permettent » un accroissement de la production.

Les systèmes techniques — dits scientifiques — sont utilisés pour détecter les « temps morts », les « repos » et pour rendre les gestes toujours plus mécaniques, idiots, abrutissants.

Il existe de nombreux exemples, dans l'ensemble du secteur, qui montrent que la DEQUALIFICATION du travail s'accélère. On « recycle » des ouvriers qualifiés afin qu'ils puissent effectuer des gestes répétitifs sans signification !

La maîtrise joue un rôle de garde-chiourme plus développé que dans d'autres secteurs : leur avancement a été souvent dû à leur « qualité » d'obéissance. ■



Du C.E.T. à l'usine. Combien de futures salariées au rendement ?

les ronronnements ordinaires

Le dimanche matin, sur les antennes d'Europe N° 1, Guy Lux produit depuis quelques semaines une émission dont il n'y aurait rien à dire sinon qu'elle cumule parfaitement les traits les plus caractéristiques de la misère radiophonique. « Le Critérium des As » — tel est le titre de l'émission — n'a rien de répréhensible, au sens juridique, ne présente rien d'étonnant sur le plan esthétique, n'offre aucune prise aux critiques radiophoniques...

DE 9 h 30 à midi, c'est un genre de plat réchauffé composé à partir des recettes bien éprouvées de la sécurité dominicale, du ronronnement ordinaire : d'un côté, sur disques, les **As** — c'est-à-dire cinq « super stars » choisies dans les valeurs sûres et dans les horizons les plus divers : Tom Jones, André Verchuren, Luis Mariano, Henri Salvador, Gilbert Bécaud, etc. De l'autre, les « chers auditeurs » qui peuvent téléphoner au 256.86.20 où Jean-Philippe Alain et 35 « charmantes standardistes » enregistrent leurs votes.

Au milieu, Guy Lux, l'intercesseur de service fabricant de Gomina sur le terrain du langage, à la gentillesse hénaurme.

Le but de l'émission consiste à faire voter les auditeurs pour les vedettes qu'ils préfèrent : quatre tours d'élections éliminent progressivement les moins plébiscités ; il reste donc en fin de scrutin la supervedette.

On voit que ces recours au téléphone, aux vedettes déjà consacrées, au suspense des scrutins, constituent les ingrédients connus des émissions radiophoniques. Il n'y a là rien de saillant, rien qui émerge de la médiocrité ambiante.

Et pourtant, à y écouter de plus près, ce genre d'émission recouvre un mode d'emploi dominant de l'appareil d'information. Mais il serait trop facile de dénoncer au seul tribunal du flagrant délit les plus gros effets idéologiques de l'appareil bourgeois d'information : censure, mensonges, chauvinisme, falsification, etc. Il y a un tribunal des **ronronnements ordinaires** à mettre en place ; celui qui dénoncerait ces scandales quotidiens que sont l'information locale, la chronique juridique, les éditoriaux et causeries politiques, les émissions de variétés, etc.

Ces ronronnements ordinaires sont généralement tenus pour méprisables dans l'analyse politique de notre société. Mais c'est à trop bon compte qu'on s'en débarrasse en les enveloppant dans les formules de la **Critique Générale** : presse pourrie, information-déformation, faits divers-diversion, etc.

“ rienologue ”

C'est à la seule condition d'accumuler des enquêtes précises sur le fonctionnement réel de l'appareil d'information dans tous ses secteurs que l'on pourra lutter, là comme ailleurs, contre le danger de la mauvaise généralisation. Celle qui est vague et vide de projet politique.

C'est donc à titre d'émission banale et banalisée politiquement, en apparence, qu'il faut inspecter plus finement le « Critérium des As » de Guy Lux. A côté des fins explicites d'une telle émission, quelles fonctions **clandestines** remplit-elle ? Au-delà du produit donné quel est le **mode de production** en marche ? Autant de questions destinées à faire sauter le réflexe du classement dans l'anodin, si partagé en ce domaine, répétons-le. ● Le premier effet de ce type d'émission est d'installer un cadre d'interlocution à trois positions, une structure tripartite si l'on veut, qui reproduit quantité d'autres situations de communication : idoles, médiateurs, auditeurs ; justice, juges, justiciables. Savoir-maitre-élève, etc. Indépendamment des différences spécifiques, toutes ces « **situations de communication** » se caractérisent par l'inégalité des rôles attachés aux positions ; le droit à la parole des bas étages est strictement codifié, séquestré, dirigé, maté d'avance. Pas étonnant dans ces

conditions que tant de voix provenant de ces lieux soient encore si serviles : auditeurs larbins, élèves zélés, fidèles moutonniers, justiciables confondus.

Ici, l'animateur-médiateur occupe la position de **RIENOLOGUE** dans la classification de Balzac : incorrigiblement optimiste, spécialiste du compliment industriel, ce robinet d'eau tiède et sucrée est capable de se frayer une parole qui ne veut rien dire mais qui proteste de son importance dans tous les interstices disponibles.

— **Solennel** : « Ainsi donc, cher Tom Jones, vous nous quittez dans ce Critérium des As ; vous êtes pourtant l'un des plus grands, etc. bla, bla, bla. »

— **Familier** : « C'est notre Nicole nationale qui nous quitte. »

— **Coué** : « Avouez que c'est quand même très excitant de pouvoir élire votre vedette préférée ! »

— **Ponctuant** : « Ah quelle bagarre ce deuxième tour ! »

— **Pressant** : « Vite, vite vous votez, ça barde... »

— **Allusionniste** : « Dans un face à face qui heureusement pour nous n'est pas politique, il nous reste Gilbert Bécaud et Luis Mariano ! »

— **Dramatisant** : « Il vous suffit d'un simple appel pour faire basculer... » etc., etc.

La supercherie de ce style d'émission est de faire croire à l'initiative des « **auditeurs** » alors que tout est joué d'avance et qu'ils ne sont requis que pour accréditer la fiction d'une véritable communication.

● Le deuxième effet de cette émission est de renforcer la **soumission automatique** à une société formée de vedettes des chansons. Celles-ci ne sont jamais l'expression du peuple mais plutôt la sécrétion géniale d'individus inaccessibles. « **Grand parmi les grands** ». « **Quelle puissance ce Luis Mariano, même après sa mort !** » « **Un as énorme tombera** », etc.

On pourrait appeler cet effet, l'effet de piédestal. Coupées de leurs conditions de production (Louis Armstrong voisine avec Michel Fugain, Tom Jones avec Nicoletta), les chansons paraissent accrochées au tableau d'une bourse des valeurs. Elles ont pour fonction d'être comparées, échangées, mises en perspectives, en parallèle, en opposition, comme le trahit involontairement cette expression (« chacun dans son **clan** (sic)



chacun dans sa petite chanson », mais pas d'être écoutées pour elles-mêmes. L'échange disqualifie l'usage.

● Un troisième effet produit par cette émission pourrait être appelé effet de brouillage : la volonté d'abolir les frontières du sérieux et de l'anodin. Il y a une façon sérieuse dans toutes ces émissions de parler des choses futiles et anodines. « **C'est vraiment cornélien, mais il faut en sortir...** » et une façon futile de jouer avec le champ politique : « **Ici, pas d'union, nous n'attaquons personne** » etc. que recoupe la manière furtive de laisser la place à la publicité : « **Et maintenant une petite pause** » ; « **et maintenant un petit préliminaire.** »

Cet allusionnisme au champ politique à l'intérieur d'une émission dite de variétés se fait bien entendu sur le mode humoristique, gentillet, très parisien en cela. Elle se prémunit donc contre toutes les accusations d'ingérence politique en se réservant des possibilités de retranchement en terre d'humour. Mais écoutez cet humour, il a l'accent d'Arthur Conte : « **Vive les conjonctions molles de la gaieté, de la joie, de l'humour — à bas les disjonctions de la politique, de la tristesse, de l'ennui.** »

En résumé, effets de cadrage, de piédestal, de brouillage, caractérisent une belle émission. Indépendamment des contenus des chansons, des résultats des votes, s'installent une certaine voix, un style de rapports, de références, de révérences, un ton, des registres qui servent à confectionner des dizaines d'émissions de ce genre.

On aurait tort de les considérer dans les termes de la sociologie bourgeoise : culture de masse opposée à culture cultivée. Ce type d'émission fait plutôt partie de l'appareil d'information bourgeois à usage du prolétariat, réseau couplé avec celui qui est destiné à la bourgeoisie, marqué par lui, dominé par lui, inscrit dans lui.

C'est à la condition de remonter à la source de ces productions et de démontrer leurs mécanismes que l'on construira peu à peu les vraies lignes de démarcation entre information capitaliste, et information révolutionnaire.

Adèle SYVAYEH ■

la censure, connais pas !

LES juristes vous le diront : la presse est placée sous le régime de la liberté. A cause de l'article premier de la loi de 1881 sur la presse, qui stipule : « **La presse et l'imprimerie sont libres.** » Même si les centaines d'articles qui suivent sont là pour apporter autant de restrictions à ce beau principe. En ce qui concerne le cinéma, on ne se donne même pas la peine de sauver les apparences : tout film doit recevoir, pour être projeté, le visa d'une commission de censure.

Commission de vingt-huit membres, dont huit représentants nommés direc-

tement par le gouvernement, et dix « **personnalités compétentes** » également nommées par les Pouvoirs publics : les représentants élus des professionnels du cinéma (producteurs, réalisateurs, distributeurs, producteurs de courts-métrages et critiques) sont en minorité, au nombre de huit.

Les fonctions et les critères de jugement de cette commission ont bien varié ces dernières années... Elle s'interdit officiellement d'interdire un film pour des raisons idéologiques et politiques, ne s'attachant plus qu'à préserver les mineurs de la contagion de la violence et de la pornographie.

Noble tâche : des fois que des jeunes esprits n'aient pas encore lu le tract du Dr Carpentier...

Les critères ont évolué, eux aussi — malgré les hurlements de l'Armée du Salut ou d'autres dames patronesses. Il y a quelques années, un film qui frappait « **au-dessous de la ceinture** » risquait l'interdiction totale. Aujourd'hui, tout au plus l'interdiction aux mineurs de moins de dix-huit ans, ce qui, pour certains circuits et certains films est une manière de publicité...

M. Duhamel peut jouer les ministres libéraux. Il peut rappeler dans une lettre adressée par l'intermédiaire du député du Finistère, Marc Bécam, au réalisateur René Vautier qui faisait la grève de la faim, qu'il avait « **solennellement affirmé à la tribune du Parlement qu'il n'y a pas de censure politique** ». « **Je crois, ajoute-t-il, avoir mis mon action en accord avec mes idées.** »

Car aujourd'hui, la censure frappe ailleurs. Et en bonne logique capita-

liste, elle dit : « **Voyez caisse !** » Il suffit que le Centre National du Cinéma refuse d'accorder des avances sur recettes ou que les banques refusent d'accorder des crédits — « **Si votre film risque d'être censuré** (car la possibilité légale existe toujours), on ne va tout de même pas risquer nos sous... » — pour empêcher un film de sortir. Mais c'est plus habile : on n'empêche pas une œuvre existante d'être communiquée au public — les intellectuels et autres « **chers professeurs** » feraient encore des pétitions ! —, on l'empêche tout simplement de naître.

C'est ce qui est arrivé à André Cayatte pour le film qu'il a en projet : **Pas de fumée sans feu**. Parce que son film évoquait — en la flétrissant — la manœuvre utilisée contre un homme politique avec des photos truquées de sa femme. Parce que cela risquait de rappeler au bon peuple en période électorale qu'une certaine affaire M... dans laquelle on avait impli-

si la réclame est bonne

Un des derniers « Dossiers de l'écran » était consacré à la publicité... Sujet scabreux s'il en est pour une télévision qui s'abreuve et abreuve son public de la grosse réclame. Un mauvais film et un débat en peau de chagrin ont su limiter, comme il se devait, la portée de l'émission.

N E pourrait-on pas, s'il n'existait pas de bon film pour illustrer un sujet (comme c'était le cas pour la publicité) trouver une autre solution, par exemple demander à de jeunes cinéastes de réaliser un film et de participer au débat. Pour ce dossier « publicité », il aurait été intéressant de tenter l'expérience ; un film bien fait d'une demi-heure aurait sans doute été plus efficace qu'un film américain de série — « Une Femme qui s'affiche », comédie sentimentale à l'eau de rose.

Le « débat » ressemblait plutôt à un face à face de groupe : d'un côté, publicitaires et annonceurs, de l'autre, représentants des consommateurs, de la Répression des Fraudes et de la Justice.

Un débat trop technique, entre gens de métier, qui a dû dérouter les téléspectateurs. On cherchait surtout à se disculper et on éludait les questions (sérieusement sélectionnées) par des réponses qui frisaient parfois la mauvaise foi. Exemple :

— « N'est-il pas malhonnête de se servir des enfants pour faire acheter un produit par les parents ? »

Réponse de J.-Cl. Servan-Schreiber : « Vous ne pouvez pas empêcher les enfants de regarder la télé et de dire à leur mère : j'ai vu cette marque de gâteaux à la télé, achetez-les ».

Si les gâteaux sont bons... et la réclame alléchante... c'est de bonne guerre commerciale... Mais que penser des gadgets en tout genre (soldats de plastique, voitures miniatures, « glups » et « aristochats » toutes matières données en prime pour l'achat de 20 litres d'essence ou d'un paquet de lessive) ? Dans ce cas les enfants sont de vrais rabatteurs bénévoles pour les marques distributrices (d'autant plus que pour l'essence qui sort du même tonneau, les sociétés qui pratiquent le même prix n'ont qu'un intérêt de « prestige » à préserver !).

Les observations les plus intéressantes ont été faites par ceux qui n'avaient rien à justifier. M. Estin-

goy (INC) dont la conclusion était « pour la publicité, la fin justifie trop souvent les moyens aux dépens des consommateurs ».

Quant à notre camarade, l'avocat Luc Bihl (qui avait bien du mal à pouvoir s'exprimer devant le flot de paroles des « spécialistes »), après avoir dit qu'il y avait des lois pour protéger les consommateurs, mais que ces lois n'étaient pas respectées, « car elles ne sont pas faites pour les gens trop puissants », ajoutait : « La publicité est souvent dangereuse parce qu'elle est créatrice de besoins inutiles ».

la publicité, demain

Nous savons en effet que la publicité est la meilleure alliée du capitalisme en provoquant une ten-

tation continue auprès des consommateurs. C'est au travers des possibilités de consommer que l'on obtient des rivalités, des divergences, des jalousies, des ruptures entre les travailleurs, établissant entre eux une nouvelle hiérarchie sociale.

Si l'on avait eu le courage d'intéresser le public, si la liberté d'expression existait, on aurait pu faire une « opération vérité » sur la publicité, montrer pourquoi et comment on lance un produit, en expliquer les motivations, disséquer une campagne de publicité de A à Z... Mais toute vérité n'est pas bonne à dire dans ce domaine et dans notre société. Et bien des téléspectateurs auraient été édifiés.

Les publicitaires doivent réfléchir à ce que sera demain la publicité (si un régime socialiste peut voir le jour), à son utilisation pour qu'elle devienne un moyen d'information au service du peuple (les « masses » que Pompidou méprise). C'est la question que j'ai tenté de poser, au nom de « TS », lors de l'émission. Si je suis arrivée jusqu'à l'opératrice, la question, elle, n'est pas parvenue aux détracteurs. Aux « Dossiers de l'écran », on pratique la sélection...

Françoise CLAIRE ■



Les paroles gelées



« Quoi ! On parle à tout le monde à la fois, on ignore qui s'adresse à vous, on parle de n'importe quoi à la suite, on parle tout le temps ! Et on voudrait que je marche » (1). Que pensez-vous de la TV ? Ecrivez-nous. Si je parle de la télé, c'est à quelqu'un. Je me soucie de mon interlocuteur. A la TV, comment est pensé le public ? Souvent par le mépris. J'ouvre mon poste et je regarde. Mme Baudrier me présente « Vocation », une émission pour les jeunes gens qui, d'après l'IFOP, mettent en n° 1 de leurs préoccupations le choix d'un vrai métier. Mme Baudrier, la bouche en cœur, me parle de ces jeunes bourrés d'idéal. Ils appartiennent à l'Association « Frères des hommes ». C'est bien, je trouve. Ils ont décidé d'aller soigner les lépreux. C'est bien. Je trouve cela « humaniste ». Mais supposons que j'aie quinze ans. J'étudie dans un lycée agricole ou un lycée technique d'Etat. J'ai quinze ans et je sais que, malgré leur CAP, ce qui m'attend, c'est l'usine. Alors... Alors, je suis passé sur l'autre chaîne si ce n'était pas Guy Lux, c'était son frère. J'ai regardé.

On n'a jamais pensé au choix du public. C'est Michel Eimer qui parle. Michel est « chercheur ». Il travaille au service de la recherche de l'ORTF, service animé par Pierre Schaeffer. Il m'a dit « comment et où cela se passe ». Il m'a expliqué le « pourquoi » de cette TV gelée, qui considère son public comme un enfant à garder le soir.

Deux tendances régissent et orientent l'ORTF, dans les sphères gouvernementales. L'idée gaulienne, d'abord, qui assimile la nation à l'Etat. La TV est pensée comme le moyen évident d'exprimer les idées des représentants de l'Etat comme étant celles de l'opinion. Les vôtres. Instrument de pouvoir : tout est fait pour que la nation ressemble à l'Etat. Et le gouvernement ne cesse d'intervenir sur la TV : c'est d'ailleurs prévu dans la constitution de l'ORTF.

Puis, il y a le fric, les groupes financiers qui savent qu'avec la TV et « les rendez-vous de la

technique », il y a de l'argent à faire. Dans une certaine mesure, notre télé est déjà privatisée et asservie à certains groupes financiers.

Ces deux idées ont imprégné les mentalités des « chefs » de l'Office. On les retrouve dans les structures mêmes. Arthur Conte, PDG de l'Office a le droit de veto sur tout ce que le petit écran pourrait diffuser (c'est le côté Etat-Nation-Etat). M. Conte a beau raconter ce qu'il veut aux journalistes : la programmation elle, reste aux chefs de chaîne, trois vieux routiers de la TV. Ce sont eux qui décident des programmes, en fait.

Et voici la bureaucratie : des bureaux, des papiers, des ordres et des contre-ordres. Et puis, voici l'auteur, c'est-à-dire celui qui accède à l'information — le journaliste, le producteur ou le réalisateur —. Comment ces gens-là, compétents, passionnés par la fabrication, un son et une image, des gens qui veulent parler au public, comment auraient-ils la possibilité de faire remonter leurs intentions au cran au-dessus ?

C'est le gestionnaire qui tranche : minutage, jour, heure de passage. L'auteur, le vrai auteur de TV, n'a aucun pouvoir pour décider.

Le médiateur, l'intermédiaire entre le message et vous, ceux qui font l'essentiel de la TV, se trouvent confrontés à tous ces problèmes.

Comment faire ? Une alternative : ou ils contournent ce système pour vous dire quand même quelque chose, ou ils deviennent les représentants de ce système. Ne riez pas ; j'ai rencontré des réalisateurs angoissés.

Angoissés par l'autocensuré, cette machine de démolition, à laquelle ils sont forcés d'avoir recours. S'ils veulent manger, survivre.

L'avenir de la TV ? C'est aussi à court terme la télédistribution. Comment est-elle pensée ? En termes de propagande et en termes de fric.

Et la boucle est bouclée.

Anne VATTIER ■

(1) « Pouvoir et Communication », Pierre Schaeffer, Editions du Seuil.

qué M. et Mme Georges P..., avait connu une conclusion bien silencieuse. Et parce que, paraît-il, les consignes venaient de très haut.

Des mésaventures semblables bloquent encore la sortie du film d'André Harris et Alain de Sédouy « Français, si vous saviez ». Parce qu'ils laissent entendre que les relations entre les Français et de Gaulle n'ont pas été ce que la propagande veut faire croire. On a commencé par leur restreindre l'accès aux archives de l'ORTF, puis on retarde la délivrance du visa de censure, sans parler des pressions sur les directeurs de salles pour que le film, s'il sort, reste confidentiel...


A propos d'Harris et Sédouy, vous souvient-il, Arthur Conte, d'avoir promis, lors de votre arrivée à l'ORTF, la diffusion du Chagrin et la Pitié ?

Mais puisqu'on vous dit qu'il n'y a pas de censure politique en France...

Thierry MORUS ■

K 68

La presse régionale... souvent ce qu'on fait de pire en matière de bourrage de crâne. Partout en province naît une nouvelle presse pour briser le mur du silence. Dans le Haut-Rhin, Klapperstei 68 est de ceux-là : un succès foudroyant au départ, avec 2.400 abonnés en huit mois, 2.000 ventes en kiosques, près de 15.000 lecteurs touchés. Le pouvoir a décidé d'en finir avec K 68. Le prétexte : un article sur les déserteurs publié sous le titre « S'ils persistent ces cannibales... » et qui vaut au directeur de la publication, J.-P. Sallent, une inculpation pour « provocation de militaires à la désobéissance, injures publiques envers l'Armée, provocation à la désertion ». Le préfet du Haut-Rhin ne doit pas aimer que l'on parle des déserteurs : d'abord c'est sûrement pas vrai, ils n'en avaient pas parlé aux actualités régionales...



**FORMATION ÉCONOMIQUE
ET PÉDAGOGIE DES SCIENCES SOCIALES**


Alain Kokosowski, 20 F

**INFORMATION ET ANIMATION
SOCIO-CULTURELLE**

Guy Gauthier et collaborateurs 19,90 F

ÉCOLE, CULTURE ET LANGUE FRANÇAISE

Régis Bernard, 19,90 F



des militaires partisans de l'autogestion

La récente interview du général Velasco, Président de la République du Pérou, au journal « Le Monde », a attiré un surcroît d'attention sur une situation politique originale et des plus mal comprises : depuis octobre 68 une junte militaire a chassé par un coup d'Etat soigneusement préparé au niveau des colonels (plus le général Velasco), le gouvernement Belaunde, qui était le jouet de l'oligarchie bourgeoise et foncière et de l'impérialisme américain. La réforme agraire promulguée sur le papier demeurait lettre morte ; l'armée luttait contre la guérilla ; le mécontentement populaire grandissait, sans qu'apparaisse nullement au niveau politique une force capable de prendre la relève : en proie à une dure répression, la guérilla ne joua finalement qu'un rôle de révélateur, sinon de « foyer révolutionnaire ».

Jean Verger, qui visite actuellement plusieurs pays d'Amérique latine, vient de séjourner au Pérou. Il nous livre ici son témoignage.

Il faut, pour comprendre les difficultés du mouvement révolutionnaire, savoir que le Pérou compte 15.000.000 d'habitants, dont les deux tiers sont composés d'Indiens vivant à la campagne.

La classe ouvrière représente seulement cent cinquante mille travailleurs. Le chômage, produit de l'émigration des campagnes vers la ville (Lima), touche des centaines de milliers de personnes. Le coup d'Etat d'octobre 68 a donné le pouvoir à l'armée et s'est traduit presque immédiatement par l'application effective de la réforme agraire : la quasi-totalité des « haciendas » (grandes propriétés foncières de type capitaliste) dont certaines couvraient des régions immenses, ont été expropriées.

Des parcelles individuelles ont été accordées aux paysans qui continuent de travailler dans ces propriétés transformées en fermes collectives auto-

gérées : une partie des bénéfices est distribuée entre les membres, une autre est mise à la disposition du fonds communal — qui déborde géographiquement le cadre des fermes collectives — pour les besoins en équipements collectifs.

En plusieurs mois, le régime a réalisé et dépassé sur le plan agraire ce qui était promis depuis des années et des années.

La nationalisation de la principale firme pétrolière du pays (IPC), le contrôle par l'Etat d'une grande partie du capital des principales firmes industrielles, la préparation d'une loi sur la « propriété sociale », le contrôle des investissements étrangers et de la politique économique des firmes pétrolières, etc., constituent un aspect particulièrement positif du nouveau régime.

L'objectif publiquement énoncé par les dirigeants du pays est la compétition

politique entre trois secteurs industriels :

1. Un secteur nationalisé où l'on développerait les formes de l'autogestion (ce secteur serait composé à la fois par les firmes privées, nationalisées et par les entreprises nouvelles créées par l'Etat).

2. Un secteur privé, mais avec contrôle de l'Etat et développement de formes de « cogestion », c'est-à-dire de contrôle des décisions par les représentants des travailleurs.

3. Un secteur privé qui, semble-t-il, regrouperait surtout les petites entreprises.

Un super-ministère, créé il y a deux ans, le « SINAMOS » (Système national d'appui à la mobilisation sociale), disposant de crédits importants et de plusieurs milliers de fonctionnaires, a pour objectif de stimuler, de provoquer, d'appuyer toutes les initiatives populaires à la base, allant dans le sens du développement d'un mouvement autogestionnaire, dans les domaines économique et social.

J'ai demandé à des membres de « SINAMOS » de me dire quel était le bilan de cet organisme ; les réponses, je dois le dire, sont vagues et optimistes, pour... l'avenir.

Le danger de bureaucratisme est nettement perçu par mes interlocuteurs. Entre le pouvoir des militaires et la « spontanéité populaire », il existe un vide politique. Le rôle de « SINAMOS » serait précisément de combler ce vide.

de l'hostilité au soutien

Là intervient le problème posé par les partis politiques et les groupuscules de gauche et d'extrême-gauche : une

mosaïque de groupuscules (une douzaine au moins) à composition sociale essentiellement étudiante, prétendent être les porte-parole de la classe ouvrière, et se partagent à égalité, entre l'idéologie mao et trotskiste. Ils se bouffent le nez entre eux et ne représentent en tout qu'un millier de militants.

Le parti communiste péruvien représente environ mille cinq cents militants. C'est l'un des plus vieux PC d'Amérique latine, encore plus inféodé à la bureaucratie soviétique que le Parti communiste chilien. Il contrôle une des trois centrales syndicales, la CGTP (autres syndicats : la CNT, d'inspiration démocratique chrétienne, et un nouveau syndicat, la CGTPR, d'inspiration gouvernementale).

Il faut noter que la junte militaire, dès son arrivée au pouvoir, a décrété une loi d'amnistie qui a fait libérer de prison tous les détenus politiques (y compris les membres de l'Armée de Libération Nationale qui avaient combattu l'armée).

Il n'existe aucune répression contre les partis politiques : la récente promotion de l'université de Lima a choisi de s'appeler « Mao-Tsé-Toung », c'est un journal de Lima qui nous l'apprend. Le PC péruvien soutient d'une manière critique le gouvernement militaire et essaie de profiter de la situation pour développer son influence (tout en s'opposant aux conceptions autogestionnaires du nouveau régime !).

La majorité des groupes gauchistes, notamment maoïstes, a une attitude hostile et traite Velasco de « fasciste ».

Certains théoriciens marxistes, comme Quijano, caractérisent le nouveau régime comme un néo-capitalisme, dépassant l'ancien régime néo-colonial dominé par l'impérialisme, mais dont le rôle fondamental est d'assurer la pérennité des intérêts de l'impéria-

front des luttes

● un dangereux malade mental

Jean-Claude Loueilh, professeur agrégé de philosophie au lycée Charles Nodier à Dôle, est mis en congé pour un mois sans suspension de traitement, en vertu du décret du 29 août 1921, article 4 :

« Un fonctionnaire qui par son état physique ou mental fait courir aux enfants un danger immédiat, peut être mis en congé d'office pour un mois. »

Jean-Claude Loueilh est-il un malade mental ? Est-il un obsédé sexuel, comme le laisse entendre la fédération Armand ? Ou un agitateur gauchiste, qu'il faut à tout prix neutraliser (« toute agitation, en la période d'actuelle, n'aboutira qu'à faire le jeu des adversaires de notre école », lettre de la fédération Cornec à J.-C. Loueilh du 22-12-72) ?

De là à colporter dans l'opinion publique tout un amas de ragots, il n'y a qu'un pas, vite franchi, aidé en cela par une pratique de la délation, comme aux plus beaux jours des régimes policiers !

Et pour confirmer le tout, le recteur d'académie ne fait-il pas convoquer J.-C. Loueilh par le médecin inspecteur régional de la Santé publique en vue de subir un examen médical ? Ce que la convocation oublie de dire c'est que Mme le docteur Ravaud est médecin psychiatre départemental ! La psychiatrie, comme instrument de répression, on en avait entendu parler (c'était, paraît-il, l'apanage des régimes stalinien !). Elle dévoile son véritable visage, la gueuse.

Le mercredi 7 février, J.-C. Loueilh se présente donc au centre psycho-pédagogique, accompagné de collègues professeurs, d'élèves et d'étudiants (au total environ 40). Mme Ravaud refuse de lui faire subir l'examen médical, en présence de toute cette compagnie qui réincarne la fameuse « Fête des fous ».

La décision de mise en congé était donc déjà prise : cette convocation était la façade dont avait besoin le recteur pour camoufler la répression frap-



pant J.-C. Loueilh. Que lui reproche-t-on, au fond ?

En brochant le « tableau clinique d'un prof cinglé », les lycéens ont mis à découvert ce qui est le véritable enjeu de la lutte qui se déroule aujourd'hui dans l'Education nationale :

« Il prend au sérieux les discours réformistes sur le dialogue, discute avec ses élèves sans se planquer derrière le chantage aux notes et aux carnets, sans se planquer derrière la technicité de son savoir (toutes choses qui sont autant de garde-fous, si on peut dire...). N'hésite pas à remettre en cause la distance sanitaire du prof à l'élève, aborde sans faux-fuyants, sans sous-entendus vicieux les sujets tabous dans une totale liberté, appelle un chat un chat, fait du rire une arme pédagogique et essaie de faire du cours-emmaillotage, de la cérémonie somnifère, quelque chose de moins chiant, souffrant de voir l'élève zombifié qui rase les murs. »

Correspondance ■

● raffineries : la colère monte

Les travailleurs des raffineries de pétrole se révoltent contre leurs conditions de travail, les effectifs et les classifications. La colère monte depuis l'échec de la négociation paritaire sur les salaires à la Chambre patronale du pétrole (USCP) et la volonté marquée des grands trusts pétroliers de supprimer les emplois tout en augmentant la production.

Trois grandes raffineries sont déjà en grève :

— Esso-Ambès et la raffinerie d'Herlisheim où l'arrêt de travail a été décidé pour une durée illimitée depuis le 8 février.

— Elf-Feysin où un calendrier de grèves tournantes toutes les vingt-quatre heures a été établi.

Les travailleurs sont soutenus par la FUC-CFDT qui s'est déclarée résolue à tout mettre en œuvre pour étendre le mouvement de grève à tout le secteur pétrolier.

Correspondance ■

● le vautour devient fou

Gif-sur-Yvette : trois nouvelles personnes sont inculpées avec José Garcia, à la demande de Balkany, pour « menaces de mort ». Deux d'entre elles sont militants du Comité Urbadem (président et secrétaire général). La troisième n'a rien à voir avec l'affaire de Chevry II... et n'en revient pas. Peu importe d'ailleurs, puisque les militants du Comité anti-vautour déposent régulièrement sur le bureau du juge d'instruction des dizaines de demandes d'inculpation solidaire...

Bientôt, la moitié de la population de Gif risque d'être inculpée ; on pourra alors transformer les résidences de Balkany en maisons d'arrêt... un Fleury Mérois II, en quelque sorte. ■

l'indéracinable pavot

Chaque année dans diverses régions du monde, des paysans misérables incisent le pistil des pavots, fleurs aux pétales mauves ou bleus, avec un couteau à cinq lames. Ils en recueillent un liquide épais qui brunit à l'air et en font des boulettes : l'opium a été cueilli. 2.300 tonnes environ sont produites chaque année. 1.000 à 1.200 tonnes sont utilisées en pharmacie ; 1.000 tonnes servent à fabriquer la drogue la plus dangereuse : l'héroïne. C'est en remontant aux sources mêmes de cette drogue pour ensuite parcourir ses ramifications les plus tortueuses, que Catherine Lamour et Michel B. Lamberti ont pu raconter dans un livre « Les grandes manœuvres de l'opium » (1).



lisme en bloquant le processus révolutionnaire authentique. D'autres théoriciens marxistes, comme Ismaël Frias, soutiennent le régime actuel en considérant que les personnages-clés de la junte sont réellement décidés à diriger le pays sur une voie authentiquement anti-impérialiste et que leurs déclarations et professions de foi répétées sont sincères, qu'elles peuvent être prises à la lettre et devraient permettre aux socialistes de s'intégrer dans la dynamique impulsée par le gouvernement, dynamique permettant d'élever la conscience socialiste des masses paysannes et ouvrières.

L'appui donné également au gouvernement Velasco par Hector Bejar, un des dirigeants de l'Armée de Libération Nationale, ne manque pas d'importance.

appui populaire

Ce qui est clair, en discutant avec les gens de la rue, c'est que ce gouvernement rencontre un appui populaire, que l'oligarchie bourgeoise qui contrôlait indirectement le pays est décapitée, que la bourgeoisie moyenne prend peur et que les Etats-Unis s'arrangent pour couper les vivres au nouveau régime.

Reste à définir d'un point de vue marxiste le nouveau régime et l'attitude que devrait avoir à son égard le mouvement socialiste et révolutionnaire.

Mes interlocuteurs rejettent l'assimilation de ce régime au péronisme ou au nassérisme. Ils pensent que le Pérou, depuis quatre ans, est engagé dans un processus révolutionnaire dépassant largement le seul critère anti-impérialiste, et que si les masses n'ont été au début que spectatrices, elles sont en train — malgré l'attitude négative des groupes d'extrême gauche — de participer à ce processus.

Un ministre UDR faisait récemment un mot d'esprit sur le Pérou qui était promis aux masses par l'union de la gauche et qui ne serait que le Chili : notre ministre UDR était très mal informé sur le Pérou. Dans un prochain article sur le Chili à la veille des élections du 4 mars, nous ne manquerons pas de lui apporter quelques éléments d'information, non seulement sur la situation au Chili, mais aussi sur la manière dont les Chiliens jugent le régime péruvien.

Jean VERGER ■

ENTRE le producteur birman, afghan, thaïlandais ou mexicain et le trafiquant revendeur sur le pavé américain, il n'y a pas de point commun. Le producteur, à qui on a acheté environ 100 F les dix kilos d'opium, survit. Le trafiquant revend le kilo d'héroïne correspondant à ces dix kilos d'opium, par petites doses de 5 milligrammes, au prix de cinq millions de francs le kilo...

C'est bien de l'héroïne qu'il s'agit et non du haschich ou de la marijuana sur lesquels on fait grand bruit pour rien. Prendre de l'héroïne régulièrement, c'est organiser son suicide. Tant que ces suicidés n'étaient que des Noirs, des Portoricains, ou des marginaux, l'Amérique des riches et ses flics ne bougeaient pas. Quand l'héroïnomanie est sortie des ghettos pour toucher les fils des classes moyennes et atteindre 500.000 personnes, le problème est devenu « social ». Le drame, c'est qu'il n'est pas seulement américain, il est aussi politique, économique et international. En France, la croissance de l'héroïnomanie est géométrique (20.000 en 1970, près de 100.000 en 1976).

Le coût social de la désintoxication est énorme. L'arrestation, la représ-

sion des drogués aux Etats-Unis et ailleurs n'a mené à rien. La destruction de quelques filières contrôlées par les mafiosos US, corses ou chinois n'a pas suffi. Le trafic a repris ailleurs. A partir des années 70, les polices américaines et occidentales ont laissé le relais aux pressions politiques. Les Etats-Unis usant de leur puissance diplomatique, militaire et économique s'attaquèrent aux sources du mal : les champs de pavots. C'est là, que commencent les grandes manœuvres que décrivent Catherine Lamour et Michel Lamberti, dans leur remarquable livre.

de l'ONU à l'UDR

Marseille et sa banlieue sont encore la place forte des laboratoires secrets, des mafiosos français. De la Turquie à la France, il y avait deux nuits de camion. La Turquie produisait 50 tonnes d'opium. La plus grosse partie était achetée et transformée en héroïne par les truands corses de Marseille.

En 1966, les Etats-Unis obtinrent la réduction de la production du pavot turc. En 1972 après de considérables pressions politiques (et un coup d'Etat militaire à la clef!) ils obtinrent la mort du pavot en Turquie. La filière turque est tarie. Nixon a rassuré l'opinion américaine. Le bureau américain de la drogue a mis la police française en demeure d'arrêter les « gros bonnets corses ». On a cité quelques PDG ou autres UDR. Le scandale a été vite étouffé. Le trafic des marchands de mort continue de plus belle.

Après avoir décortiqué ces aspects de la répression des trafiquants, la répartition des héroïnomanes dans le monde et les statistiques, les auteurs sont partis à la recherche de l'indéracinable pavot.

Si vous ne savez pas où est la Birmanie, pays le plus secret et l'un des plus pauvres du monde, ni ce qu'est le Triangle d'Or, zone montagneuse à la limite de la Chine, du Laos et de la Thaïlande, le livre vous y emmène.

Les mécanismes de la production, de l'acheminement de l'opium sont décrits dans deux cents pages qui se lisent comme un roman, malgré l'accumulation de renseignements historiques, politiques, stratégiques sur cette zone de l'Asie du Sud-Est.

Que l'on se dise que 80.000 GI's se piquaient au Vietnam, qu'il y a 100.000

héroïnomanes à Hong-Kong, qu'il y a 400.000 fumeurs d'opium en Iran, que les tribus productrices consomment les deux tiers de leur production et l'on comprendra que les pavots fleurissent encore.

Les fabuleux bénéfices réalisés par les trafiquants expliquent que la production s'étende. Mais, dirait-on, qu'on arrête les trafiquants! Pas possible, répondent les auteurs. Au trafic de l'opium émargent les principaux soutiens des Etats-Unis dans la lutte contre les maquis communistes ou autonomistes en Birmanie, en Thaïlande, au Laos et les généraux fascistes du Paraguay qui facilitent l'entrée de l'héroïne aux Etats-Unis. Corruption, intérêts d'Etat, impérialisme, tels sont les caractéristiques du trafic.

Les contradictions de la politique US ne sont pas là d'être résolues, concluent Catherine Lamour et Michel Lamberti. Attribuer aux pays producteurs, via l'ONU et les organismes internationaux, la responsabilité de ce « mal qui les ronge » reste le seul recours de Nixon et de ses acolytes. La croisade anti-drogue lancée en juin 1971 n'a pas eu de résultat.

Un conseiller général UDR corse cité par les policiers américains comme lié à ce trafic, en appelle aujourd'hui aux tribunaux car ce monsieur se sent diffamé par dix journaux (de France-Soir à Politique-Hebdo). Catherine Lamour cite ce fait, de façon presque anecdotique : Monsieur le conseiller s'est re-senti diffamé et voudrait bien faire saisir le livre. Il se réclame de son ami Marcellin qui, il y a un an, fanfaronnait sur l'air de l'intransigeance contre les trafiquants.

Propriétaire d'un restaurant aux Champs-Élysées, protégé par deux gorilles, fortune considérable, Marcel Francisci n'est qu'un maillon de cette chaîne de l'héroïne, sous-produit inévitable d'un système capitaliste décadent. Ce n'est pas précisément lui que visent les analyses de C. Lamour et M. Lamberti, mais le système globalement. Ils l'ont bien fait, au travers d'un sujet sur lequel la propagande bourgeoise entretient les légendes les plus éculées ou l'irresponsabilité la plus aveugle.

Yves PELISSIER ■

(1) Seuil. En vente à la librairie de TS : 24,90 F.

YOUGOSLAVIE Pâques dans l'île de Circé

L'île de Losinj, où est située Mali-Losinj? Est-elle bien l'île de Circé la Magicienne? Nous n'en mettrions pas notre main au feu... En revanche, nous pouvons assurer que vous y passerez d'excellentes vacances de Pâques, dans l'un des plus beaux sites de l'Adriatique. Nous vous proposons un excellent hôtel (toutes chambres avec douche ou bain) en bord de mer et entouré d'un immense forêt de pins. Des chemins innombrables longent les multiples baies ou sillonnent la forêt. Ces vacances seront une vraie coupure dans l'année : la date tardive de Pâques permet d'espérer les premières baignades, plusieurs excursions en bateau seront proposées, des canots pneumatiques seront à votre disposition, vous participerez, si vous le voulez, à la préparation d'un méchoui ; un golf miniature, un bowling, une piscine (d'eau de mer) vous attendent aussi... Mali-Losinj, proche de la frontière italienne, est à 850 km de Chamonix. Accès facile par les autoroutes italiennes et un bac bon marché (environ 15 F pour la voiture, 2 F pour les passagers). Nous vous fournissons un itinéraire détaillé et pouvons vous retenir une chambre dans un hôtel de Venise qui constitue une étape pratique et agréable (16 F par personne). S'il vous reste une ou plusieurs places dans votre voiture ou si, au contraire, vous n'en possédez pas, dites-le-nous, nous vous mettrons en rapport et vous réduirez les frais d'essence... Du 13 au 23 avril

Ce prix comprend : séjour de 10 jours en pension complète (sauf boissons). Deux excursions en bateau... pour découvrir d'autres îles. Réductions pour enfants : Jusqu'à 7 ans : 50 % ; de 7 à 14 ans : 20 %.

ARVEL
12, boulevard des Brotteaux
69006 LYON
Tél. (78) 52.56.48





objecteur cloué sur une porte de grange

Fournier... la gueule ouverte

La nouvelle est arrivée tard : le « journaliste Pierre Fournier », qui n'eut jamais sa carte de journaliste, est mort d'une crise cardiaque...

Fournier, ce fut d'abord le gêneur. En pleine débandade du mouvement né de Mai, il est le premier à prononcer le mot d'écologie, et à l'illustrer concrètement. Ses articles dérangent. Les dessins, toujours plus noirs cèdent peu à peu au texte. Et certains regrettent la place qu'il occupe dans ce phénomène qui s'appelle Charlie Hebdo. Dans ce journal imprévu il fait lui-même bande à part : il ne se contente pas de commenter, ce que les professionnels du gauchisme supportent à la rigueur il crée un mouvement. Encore plus suspect que le MLF, un mouvement révolutionnaire qui n'a pas de prétention à devenir une organisation ni un parti. Ça sent la « déviation petite-bourgeoise » !

Bientôt, ses articles se précisent : les généralisations abstraites disparaissent tandis que des faits jusqu'alors mécon-

nus sont mis en lumière, sa page devient un lieu de rendez-vous. Fournier, le dessinateur, prétend penser ; mieux : il est lu !

En 1971, Fournier attaque : c'est la manifestation de Bugey-Cobayes. Quinze mille personnes, à son appel, se retrouvent en plein champ. Des gens venus d'un peu partout, que réunissaient seulement le sentiment d'appartenir à une communauté, les « marginaux », comme ils s'appelaient, et la même inquiétude devant les conséquences du développement industriel, et plus précisément l'industrie nucléaire. Désormais, le mouvement est soudé ; on le retrouvera : Fessenheim, la manif à vélo... Nul ne s'y trompe, il s'agit là d'une expression politique nouvelle.

Et Fournier consacre ses efforts à l'aider. Grâce à lui, son autonomie s'affirme, l'écologie n'est ni la bienpensante protection de la nature, ni le gauchisme institutionnel ; sa force c'est d'abord sa diversité, son poids toute la rigueur des données matérielles. Fournier se fait l'écho de chaque initiative, le trait d'union de tous

les groupes. En novembre dernier paraît la Gueule ouverte. Le mouvement écologique a son pivot. Le journal peut se permettre d'être ennuyeux ; il est d'abord utile.

Fournier n'était certainement pas marxiste. Eclectique ? « Quand nous publions la sténographie d'une conférence de Goldsmith, on nous reproche de ne pas l'avoir fait précéder d'une mise en garde suffisamment longue et explicite à l'égard d'un texte « réactionnaire ». Quand nous publions le texte de Marc Arabyan sur le tiers monde, on nous reproche notre complaisance à l'égard d'un type d'explication tout imprégné encore d'idéologie marxiste. Si je parle des communautés, on me reproche de le faire sans bases théoriques. Rien n'est simple d'emblée que pour qui limite son champ de vision. »

Les marxistes qui se sont préoccupés d'écologie ont trouvé Fournier. Ils n'ont pas eu à s'en plaindre. « Grand père, raconte... », disait-il dans un éditorial. « Si l'on accorde au mot écologie son sens étroit, mais précis, de science du milieu vital, disons vite que « La

Gueule ouverte » n'ambitionne pas d'être un journal écologique. Si on lui accorde le sens, vaste et vague, de subversion radicale et globale qu'il a pris en quelques années, disons alors que ce journal n'a pas encore réussi à devenir écologique. Mais qu'il y tend, du moins, avec bonne volonté. » Qui serait assez borné pour ne pas le reconnaître ?

BRICE. ■

petit accident sans conséquence fâcheuse de l'avis des experts



sur le front des luttes

● Vittel : la fin du patronat féodal

Vittel (7.000 habitants) dans les Vosges, station thermale à la mode à la « Belle Epoque », connaît depuis trois ans des actions ouvrières importantes. A la Société des Eaux, fabrication de bouteilles, M. de la Motte-Bouloumié, P.-D. G., qui est aussi maire de Vittel et conseiller général, ne règne plus comme ses prédécesseurs, d'une manière absolue et monarchique. Les syndicats CGT et CFDT sont passés au stade de la contestation et ont ouvert des brèches dans le pouvoir patronal quasi féodal.

REMONTONS un peu en arrière. Mai 1968 se passe sans mouvement à la Société des Eaux de Vittel. Aucune heure de grève. Les syndiqués participent à l'amélioration de la productivité et rivalisent pour trouver la meilleure solution afin d'expédier les bouteilles de Vittel alors que les trains sont hors service. Pourtant, les salariés prennent conscience de leur force à travers Mai 1968. L'usine grandit, s'industrialise, fait appel à de nouveaux éléments non marqués par le paternalisme. Le Mai 68 de Vittel se fera en juillet 1970. Toute l'usine débraie. La station est investie par les gardes mobiles. Les travailleurs occupent partiellement l'entreprise. Ce sera un échec, mais la prise de conscience est faite. Durant les 10 jours de grève les travailleurs découvrent la complicité patronat-flics. Le commandant de gendarmerie ne sera-t-il pas reçu au champagne par la direction de Vittel après le mouvement ? Pour le récompenser d'avoir « maintenu l'ordre ».

Cette grève, la première depuis la création de la Société des Eaux (si l'on exclut trois mouvements professionnels en 1969) va marquer le tournant dans les rapports direction-syndicats. La direction va commencer par licen-

cer les « maos » venus s'embaucher pour l'été et dont le rôle fut important durant le mouvement de grève. Puis, pour casser les organisations syndicales, elle lance ce qu'on appellera « l'affaire Staub ». Par Arthur Staub, jeune délégué CFDT de 30 ans, la direction tient à décapiter les syndicats et aussi à se débarrasser d'un militant gênant qui conteste ouvertement le pouvoir patronal. Elle montera un acte d'accusation-bidon (entrave à la liberté du travail, rédaction et diffusion de deux tracts, refus de dénoncer des saboteurs). Le Comité d'entreprise et l'Inspecteur du travail diront

« non au licenciement ». Qu'importe. La direction poursuivra son action judiciaire devant les Prud' Hommes pour demander la rupture du contrat de travail. Finalement, la cour d'Appel de Nancy (25 janvier) décidera de refuser le licenciement (voir « TS » 566).

pressions politiques

M. de la Motte-Bouloumié, P.-D. G. de Vittel, accuse le coup. C'est une « clique » importante pour la dynastie Bouloumié, d'autant plus que 75 extrudeurs (employés à la fabrication de bouteilles plastique) ont entamé depuis la veille des grèves tournantes de deux heures pas poste. Cela devient intolérable. La direction annonce que si les extrudeurs ne reprennent pas le travail, elle fermera l'usine le 5 février. Rien n'y fait. Le 5 au matin, le lock-out est

effectif. La solidarité des 2.300 salariés de l'usine est totale avec les 75 extrudeurs. Le patron a fait un mauvais calcul tactique : il comptait sur une division. Le soir, il lève brusquement le lock-out sans condition. Bref, une énorme reculade qui s'explique par les pressions politiques de la majorité (« Pas de conflits sociaux avant les législatives ») et par l'intervention de Nestlé, qui contrôle Vittel depuis peu.

Le travail a repris normalement à Vittel, mais rien n'est réglé. Il y aura encore des mouvements dans cette entreprise durant les mois à venir. En effet, la direction a elle-même semé les graines de discorde en mettant en place une étude de postes par secteur. Ce qui fait que chaque secteur mécontent de l'application débraie, remettant en cause l'ensemble de l'étude. Cela fait tache d'huile (chauffeurs en juin 1972, cannerie en août, extrudeurs en janvier 1973...) et pourra déboucher sur un conflit généralisé lorsque le rapport de forces sera en faveur des syndicats, ce qui ne saurait tarder.

Serge LEROY ■



A 5 heures, le matin du lock-out.

● Albertville : 21 marocains

Vingt-et-un travailleurs marocains de l'entreprise Doz d'Albertville (Savoie) sont en grève depuis le 10 février. Travaillant sur le chantier du C.E.G. de Frontenex, ils avaient été embauchés par contrat à 5,02 F de l'heure. Après un mois, le patron décide de ramener le salaire horaire à 4,57 F (qualification « manœuvre » au lieu d'« O. Q. 1 »). Vaines protestations des ouvriers qui, le 8 février, finissent par s'adresser à l'inspection du travail. Le 10, le patron décrète le lock-out, menace de déloger les ouvriers « logés » sur place par l'entreprise et de les renvoyer au Maroc s'ils ne reprennent pas le travail le 13. La grève est alors



décidée à l'unanimité pour obtenir l'application stricte du contrat, la récupération des salaires perdus et l'aménagement des logements. Un comité de soutien (C.F.D.T., P.S.U., groupes « Politique-Hebdo », « Vie Nouvelle », l'association « Syndicat des familles », etc.) se joint au combat des Marocains et dénonce par tracts des faits encore plus graves. Exemples : le patron de Doz n'appelle pas le médecin pour un ouvrier victime d'une chute ; il coupe le chauffage et l'électricité dans les bungalows des grévistes où il n'y a ni W.C., ni sanitaire (il faut aller chercher l'eau à la gare de Frontenex). Les bungalows abritent quatre ouvriers alors qu'ils sont prévus pour deux. Correspondant. ■

pour réfléchir

● **ETAT DE SIEGE**, film de Costa-Gavras.

NOM : SANTORE. Prénoms : Philip Michael. Profession : fonctionnaire de l'A.I.D. (Agence internationale pour le développement), spécialiste des problèmes de circulation. Mais il a un bureau permanent à la préfecture de police. Mais il rencontre quotidiennement les chefs de la police. Mais il enseigne à l'Académie internationale de police la lutte contre « le terrorisme ». Mais il était à Saint-Domingue au moment de l'intervention américaine, au Brésil quand a été légalisée la torture...

Cela fait beaucoup de « mais... » pour que Philip Michael Santore soit le modeste technicien coopérant que l'on a bien voulu décrire. Car Santore n'est que le nom de cinéma de Dan A. Mitriane, fonctionnaire américain enlevé et exécuté par les Tupamaros en août 1970.

L'Uruguay, vous connaissez ? Oui, c'est en Amérique latine. Un pays qui a connu de vieilles traditions de démocratie bourgeoise, l'alternance au pouvoir des partis rouge et blanc

(colorado et blanco). Loin des coups d'Etat des petits Etats du centre du continent : les experts européens l'avaient même surnommé « la Suisse de l'Amérique latine ». Jusqu'à l'enlèvement de Santore-Mitriane. Car de ce jour-là, plus rien n'a été pareil.

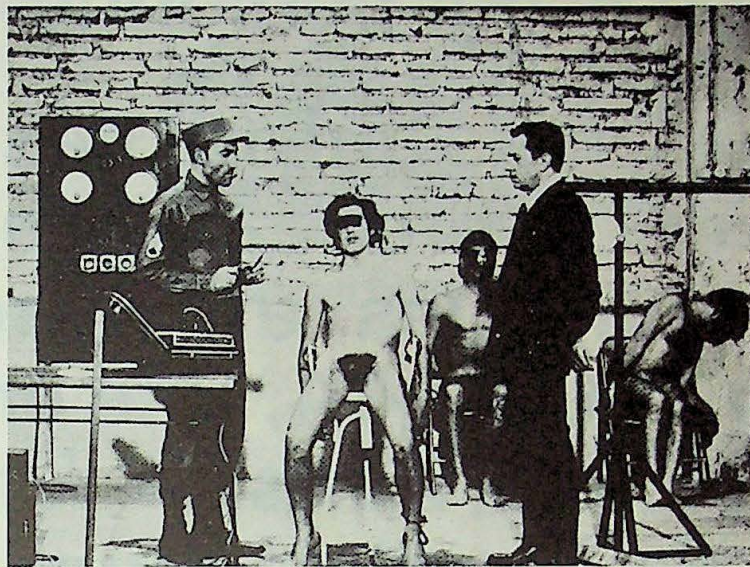
Le geste des Tupamaros a mis en évidence — c'est ce qu'ils voulaient — les liens étroits qui unissent les hommes au pouvoir aux représentants de l'impérialisme nord-américain. Par les capitaux et les hommes, ils contrôlent l'économie, la politique, les moyens techniques et les forces de répression. C'est-à-dire que l'indépendance de l'Uruguay est un mythe, une baudruche crevée par la mort de Mitriane. L'Uruguay n'est pas plus indépendant que Panama.

Seulement le geste des Tupamaros — l'exécution de Mitriane — ne leur a pas entièrement appartenu : ils auraient préféré l'échanger contre des prisonniers politiques. Mais leur réseau a été partiellement démantelé et ils n'avaient d'autre choix que ne pas exécuter leur ultimatum — donc faire preuve de faiblesse — et l'exécuter — c'est-à-dire faire preuve

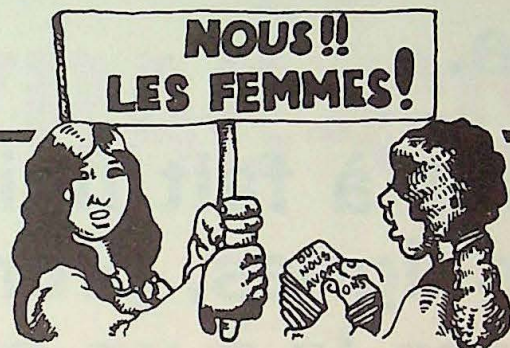
de cruauté, ce qui est une autre forme de faiblesse. Il s'agit d'Etat de siège, le dernier film de Costa-Gavras. Un remarquable film politique, car c'est d'abord un dossier sur la lutte anti-impérialiste en Amérique latine. Il exclut tout sentimentalisme et démonte, par le jeu des images, la force de l'organisation, ses ramifications très étudiées mais aussi les choix auxquels elle est

contrainte par la situation politique et le rapport des forces. C'est un film pour réfléchir. Car il ne s'agit pas que de l'Amérique latine. La publicité et M. Marcellin font bien les choses : les premières affiches annonçant la sortie du film sont apparues sur les murs de Paris le jour où des milliers de C.R.S. gardaient l'ambassade des Etats-Unis...

T. MORUS ■



OUI... NOUS AVOR-TONS!



on les assume. C'est pourquoi l'avortement doit être considéré comme un acte normal. On ne doit plus en crever. Nous avons un corps et un sexe pour nous en servir à des fins heureuses. Nous ne sommes pas faites seulement pour procréer.

d'en crever, ou de rester traumatisées toute la vie. « A bas la morale bourgeoise qui prétend définir ce qui se fait ou pas. L'amour n'est pas seulement fécondation. C'est aussi le plaisir et la jouissance. Et eux seuls sont souvent suffisants. »

Juliette MATHO ■

« L'avortement libre et gratuit empêcherait certaines d'entre nous de se traficoter et

(1) 5 F. Sur commande à la librairie « TS ».

« Oui... nous avortons ! », c'est le titre d'une brochure que vient de faire paraître aux Editions Git-le-Cœur (1) le Groupe d'Information Santé. « Pourquoi ce manuel de l'avortée ? Parce que nous, LES FEMMES, nous en avons assez que chaque année, un million d'entre nous avortent dans la clandestinité, l'angoisse, la souffrance ; et dans quelles conditions ? »

Venant après le « manifeste des 350 médecins » et au moment où la bourgeoisie — avec, en dernière date, son chef de

file Giscard d'Estaing (le 16 février à Royat) — tente une fois de plus de remettre l'avortement sur les rails tortueux de la « législation libéralisée », cette brochure ramène le problème sur son vrai terrain : « Parce que la société et ses lois disposent de nous, de notre corps, et cela a assez duré ».

C'est donc un cri de révolte que lance le GIS qui, sans attendre les miettes de la légalité, entame de suite le processus d'information sur l'avortement et ses multiples problèmes.

Les différentes pratiques de l'avortement, et en particulier la méthode Karman, sont exposées dans ce manuel qui renferme également des adresses (à l'étranger, bien sûr) où il est possible d'interrompre une grossesse. Un chapitre est consacré aux méthodes de contraception — car « mieux vaut prévenir que guérir » —, un autre à des témoignages d'avortées et le dernier à des extraits du dossier médical présenté par des médecins signataires du manifeste.

Une femme parle de cette brochure : « Les contraceptifs y sont bien définis ; leurs inconvénients et leurs risques sont réels et inévitables, même si



OBJECTIFS

S'INFORMER POUR AGIR
CHAQUE VOLUME 96 p. 9 F

ALGÉRIE : AVEC OU SANS LA FRANCE ? J. OFFREDO
Préface R. BURON

LA C.F.D.T. ET L'AUTOGESTION
Ed. MAIRE - F. KRUMNOW - A. DETRAZ

LES NATIONALISATIONS
Ph. BRACHET - J. GALLUS

LA PROPRIÉTÉ CONTRE LES PAYSANS
P. BOUCHET - R. GUILLAUMOND

CAPITALISME ET MODE DE VIE
A. GRANOU

cerf

CINÉMA 73

D.W. GRIFFITH
LE CINEMA NORVEGIEN
CINEMA ET LANGAGE

★
ENTRETIENS AVEC VOLKEF
SCHLOENDORFF ET
ALAIN JESSUA

★
LES GRANDS OPERATEURS
HENRI ALEKAN
ET TOUTE L'ACTUALITE
DU MOIS

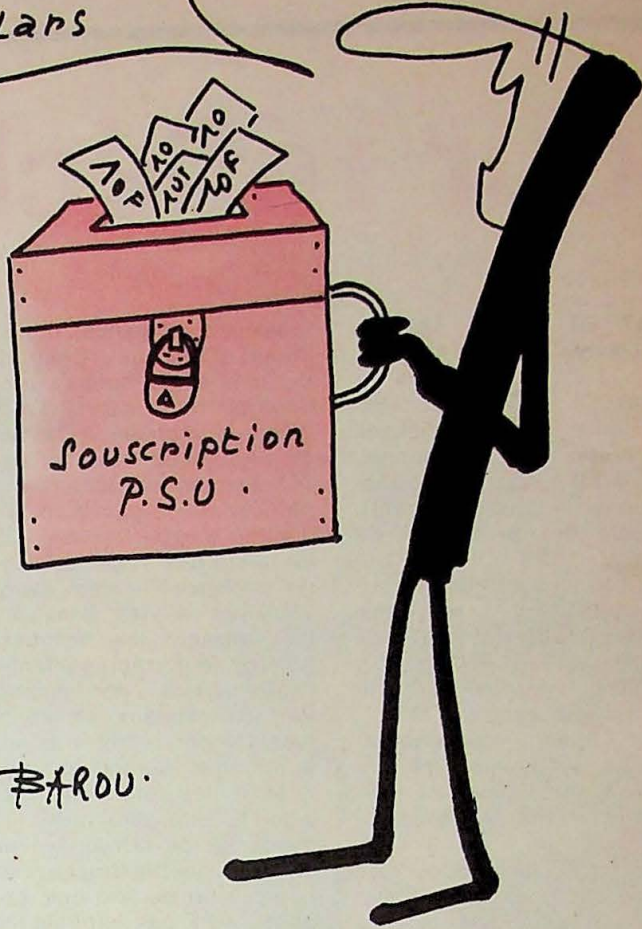
★
6, rue Ordener, Paris 18^e - 4 F

14 février mise en scène
8 avril guy rétoré
shakespeare

macbeth

17 rue malte-brun-paris 20
m° gambetta-tel-636-79-09

Prière de ne pas mettre des dollars



BAROU.

Objectif de la souscription : 400.000 F. divisé par le nombre de lecteurs de T.S. je pose trois et je retiens deux - cela fait 20 F. par personne.

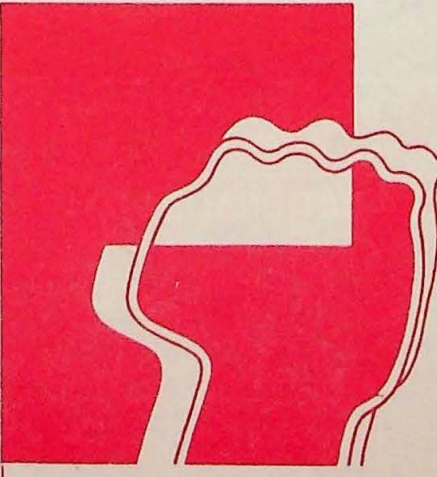
Maintenant, sans quitter des yeux ces lignes, prenez votre carnet de chèques et votre stylo. Inscrivez : CCP Paris 14.020.44, une enveloppe, l'adresse : 9, rue Borromée, Paris 15°. Voilà. Un timbre à 50 centimes. Et à mettre dans la boîte aux lettres tout de suite.

C'est pas tout à fait fini : toujours sans quitter des yeux ces lignes, prenez ce bon de souscription. Présentez-le à un ami. Répétez l'opération précédente. Comme dit Barou, les dollars ne sont plus acceptés.

Faut vraiment tout vous dire !

Form fields for Section, Profession, Nom, Adresse, Somme recueillie, and signature of MICHEL ROCARD - Secrétaire National.

Parce que vous êtes d'accord avec eux, ou tout simplement parce que vous estimez qu'ils ont droit à la parole, je vous demande d'aider les candidats du P.S.U. à se faire les porte-parole du socialisme autogestionnaire. Et d'avance, je vous remercie de votre geste.



pour le PSU (signature du collecteur)

souscription législatives 73

REÇU LA SOMME DE de M



9 rue Borromée Paris 15 CCP-PARIS- 14.020.44



OBJECTIF 400 000 F. N'attendez pas qu'un bon semblable à celui-ci vous soit présenté pour verser à la souscription (CCP Paris 14.020.44). Découpez celui-ci et retournez-le 9, rue Borromée, Paris (15°). Vous pouvez également commander des carnets.